**Zeitschrift:** Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse

**Band:** 14 (1916)

**Heft:** 2

**Heft**

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 16.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# La Suisse et Genève en 1582.

D'après les documents des archives de Zurich et de Lucerne.[1])

On sait que parmi tous les ducs de Savoie l'un de ceux qui montra le plus d'acharnement à s'emparer de Genève fut Charles-Emmanuel, le promoteur de l'Escalade: il ne faudrait pas croire qu'il eût attendu la vingt-troisième année de son règne pour tenter d'adjoindre cette ville à son duché.

Déjà en avril 1582 — il n'était pas encore depuis deux ans sur le trône — il avait rassemblé des troupes nombreuses dans les environs de Genève, à Ripaille près de Thonon, son port de guerre, dans le Faucigny, même à Gex, et les gouverneurs civils comme les intendants militaires de ces régions préparaient en secret, et sans aucun doute sous son inspiration, un coup de main contre la ville.[2]) Le *modus vivendi* établi en 1568 pour la durée de vingt-cinq ans lui liant les mains, le duc ne pouvait en effet satisfaire son ambition que par la voie des complots ou des agressions traîtresses. Cependant cette concentration de troupes avait mis en éveil non seulement les Genevois, mais aussi leurs alliés les Bernois qui savaient bien que la maison de Savoie n'avait pas perdu tout espoir de faire rentrer le pays de Vaud sous sa domination.

---

[1]) Cette étude n'a pas la prétention d'être un exposé complet de tous les évènements qui troublèrent la Confédération des Treize Cantons et la petite république, sa voisine, au cours de l'année 1582. Je me suis limité à la crise que provoqua au sein des Ligues suisses l'attaque projetée et même commencée par la Savoie contre Genève. Et de cette grave affaire elle-même, je n'ai pas abordé tous les problèmes qu'elle pose aux historiens; il faudrait, pour mener à bien une pareille tâche, entreprendre des recherches dans les archives non seulement de nos principaux centres politiques suisses, mais de Turin, Paris, Madrid. Désirant seulement saisir le contrecoup, dans la vie intérieure de la Confédération, des conflits entre la Savoie et Genève, je me suis contenté de dépouiller ce qui se rapporte à la crise de 1582 dans les archives de Zurich — à la fois chancellerie officielle et l'une des «quatre villes évangéliques» — et dans celles de Lucerne — centre politique de la Suisse catholique. Ce que ces documents ajoutent aux renseignements contenus dans les relations déjà publiées des évènements de 1582 suffisait à mon propos. Pour ce qui concerne Genève, je me suis contenté de suivre les évènements sous la conduite et au travers de J. A. Gautier, d'une documentation si scrupuleuse et d'une objectivité si remarquable.

[2]) J. A. Gautier: *Histoire de Genève des origines à l'année 1691.* Genève 1901, in-8, t. V, p. 250—251.

En même temps que les uns et les autres demandaient aux baillis savoyards des explications sur ces armements insolites,[1]) le Conseil de Genève découvrait par ses espions un complot qui devait livrer la ville à l'ennemi.[2]) Décidément l'affaire se corsait, et Genève avait lieu de se mettre au plus vite en état de défense. Des courriers s'en vont aussitôt de tous côtés porter à ses coréligionnaires de Suisse et de France la nouvelle de l'attaque qui la menaçait;[3]) et bientôt de toutes parts des volontaires affluèrent à son secours, ce qui lui permit de se créer une garnison permanente de trois cents hommes.[4])

Or il se trouvait que depuis quelques années Genève faisait de grands efforts pour être reçue dans l'alliance des Treize Cantons, à la fois pour fortifier sa situation politique,[5]) et pour se soustraire à la protection précieuse mais encombrante de ses seuls alliés des bords de l'Aar. L'occasion parut bonne de faire réussir ce projet; la tentative du duc ne prouvait-elle pas que l'indépendance de Genève était constamment en danger? Et les cantons suisses n'avaient-ils pas tout intérêt à se déclarer les protecteurs de celle qu'on appelait couramment «une clef de la

---

[1]) Gautier, *op. cit.*, p. 251—252. — Copies des lettres envoyées par le Conseil de Berne au gouverneur du Chablais et à d'autres fonctionnaires de la Savoie, ainsi qu'au Sénat de Chambéry. Zurich, Staatsarchiv: Akten Genf 1573—1585. A 246,2, fol. 11, 12, 13, 14, 19.

[2]) Gautier, *op. cit.*, p. 252—253, 258.

[3]) *Ibid.*, p. 258. — Lettre du 25 Avril au Conseil de Zurich. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 18.

[4]) Gautier, *op. cit.*, p. 255.

[5]) Dans une relation lucernoise contemporaine, mais anonyme, des évènements dont nous parlons, intitulée «Concept und Substanz der Handlung und kriegl. Empörung so sich zwüschen H. Herz. von Savoyen und der Statt Bern von der St. Genff wegen zugetragen der Jare 1578, 1579, 1582.» (Lucerne, Staatsarchiv: «Acta zwischen dem Herzog in Savoyen und den Eidtgnossen ab anno 1580 bis 1598». 22. fol. 310—333, 337—338, 342—349 et 387—389) se trouve un renseignement intéressant à ce sujet. Comme quelques notables des cinq cantons passaient à Genève en 1581, les syndics leur auraient déclaré que les Genevois étaient bien désireux d'entrer dans l'alliance de toute la Confédération, qu'ils préféreraient s'appuyer sur la protection des cantons catholiques que sur celle de la France, de Berne et de Soleure (allusion au traité de 1577 par lequel ces trois Etats s'étaient faits les protecteurs attitrés de Genève), et qu'ils aimeraient, à défaut d'une alliance avec les treize cantons, que les cinq cantons s'associassent à ces Etats protecteurs, car alors seulement ils se sentiraient en sécurité. — P. A. de Segesser, *Ludwig Pfyffer und seine Zeit*, Berne 1881, in-8, t. II, p. 433—444, attribue à Cysat cet important document, très personnel, très passionné, très partial par conséquent; cela en augmente du reste l'autorité et la portée, car Cysat lui-même prit une part active à la politique lucernoise de cette époque; son récit devient ainsi l'expression de sa propre conception des faits et jette un jour précieux sur l'attitude des cantons catholiques dans cette affaire.

Confédération»? Aussi de copieuses missives sont-elles envoyées à Zurich, à Bâle, à Schaffhouse, à Soleure, à Fribourg, pour les mettre au courant de ce qui se trame contre Genève;[1]) on y joint un procès-verbal du procès de Des Plans, le traître qui s'était engagé à faire entrer les Savoyards dans la ville. Puis les plus expérimentés des diplomates genevois, l'infatigable Roset en particulier, se mettent en route pour gagner des voix en faveur de l'alliance désirée.[2])

Quand on sait ce qui se passait à Lucerne à ce moment, on ne peut que s'étonner que les magistrats genevois se berçassent d'aussi naïves illusions. En effet, un mois était à peine écoulé depuis la première alarme, que la Savoie avait fait faire auprès des cinq cantons du centre et de Fribourg des démarches tendant à en obtenir une petite armée contre Genève; et elle lui avait été promise dès le 12 mai.[3])

Cet engagement, dont les conséquences pouvaient être terribles, s'explique ainsi: bien que Zurich eût été le berceau de la Réforme en Suisse et que, grâce à Zwingli, cette ville en eût longtemps dirigé le mouvement, Genève était devenue, aux yeux des catholiques de la Suisse centrale aussi bien que de toute l'Europe, la citadelle du protestantisme; ardents serviteurs de Rome comme ils l'étaient, les Waldstätten et leurs voisins de Lucerne et de Zoug en avaient conçu contre Genève une haine si vive qu'un des premiers points de leur programme politique — ils étaient trop prime sautiers et entiers dans leurs passions pour que leur politique ne fût pas au service de leurs convictions religieuses — était de la ramener coûte que coûte sous l'obédience de Rome.[4]) Aussi en 1577, dans le traité d'alliance défensive conclu avec la Savoie avaient-ils expressément promis de ne pas prendre Genève sous leur protection puisque le duc élevait des prétentions sur elle.[5]) Et aussitôt que Charles-Emmanuel, alléguant des projets d'agression de Berne contre ses Etats du bassin du Léman, leur avait en secret demandé des troupes au nom de ce traité, ils s'étaient empressés d'accéder à son désir et de préparer chacun la mise sur pied de quelques centaines d'hommes.[6])

---

[1]) Gautier, *op. cit.*, p. 258.

[2]) *Ibid.*, p. 261, 262, 264.

[3]) *Eidgenössische Abschiede*, tome IV, part. 2, p. 759 b, 762 a.

[4]) B. Hidber, *Renward Cysat, der Stadtschreiber zu Luzern, Lebensbild eines katholisch-schweizerischen Staatsmannes aus dem sechszehnten Jahrhundert*, *Archiv für schweizerische Geschichte*, t. XIII, p. 204—205.

[5]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 1547.

[6]) La destination exacte de cette troupe, et en particulier son emploi contre Genève, ne semble pas avoir été stipulée à l'avance, ou du moins pas par écrit et probablement pas ouvertement, et c'est ce qui permit aux V Cantons d'argumenter comme nous verrons plus loin qu'ils le firent pour légitimer l'envoi de cet appui à

Il ne faudrait pas penser que les Confédérés des autres cantons restassent spectateurs indifférents des évènements. Au «Vorort» convergeaient de partout des lettres alarmées: c'est Bâle qui, très ému par les mouvements de troupes espagnoles, piémontaises, françaises autour de Genève, supplie Zurich de convoquer une Diète de tous les cantons[1]);

---

la Savoie. Mais qu'on prévît que ces mercenaires serviraient contre la cité haïe et qu'on ne redoutât nullement cette perspective, bien au contraire qu'on s'en félicitât, malgré le contre-coup qu'en devait éprouver la Confédération, c'est ce qui ressort clairement d'un document du 13 juin conservé aux Archives de Zurich, *ibid.*, fol. 37. C'est un rapport rédigé — telle est du moins l'hypothèse de M. l'archiviste Nabholz qui a bien voulu s'intéresser à ce travail et m'aider dans mes recherches — par un Zuricois, revenant d'un voyage d'affaires à Zoug pour être soumis au gouvernement de Zurich; la signature, en initiales, est indéchiffrable. En voici les passages les plus importants: «Nachdem ich im verschiner Mitwuchenn (mercredi passé) etlicher meiner Gschäfften halber zu Zug gwäsenn, unnd alda vil Kriegsvolck befunnden, hab ich inn dem Essenn..... ob dem Thisch gefraget wohin joch das Kriegsvolck ziechenn müsse; hat er mir geantwortet: diewyl Hertzog uss Saphoy, ein wolgeruweter Fürst und langi Zyt kheinen Krieg inn synen Lannden ghept, unnd mit Gällt wolgefasset sigi und im Land innen vilerley Kriegsvolck umbher zichi. So habe er an die 5 Ort begärt, das man ime von jedem Ort ein fänndli Knecht zuschickenn welle er dieselbigenn hin unnd wider inn syne Stett zu Psatzunng leggenn.... Daruff ich im Pscheidt gäbenn: wie im aber were, wann man sy auch für Jänff (Genève) pruchenn wellte, gab er mir zuanntwort: was schüede, wann schon die Statt Jänff unnder ob sich grichtet würde; es were mir dallauer wol Zyt, und hetindts langerst wol verdienet. Da sagt ich zu ime: wann Jänff were nach irem guten Bedünckhen unnderobsich geworffen, so were es dann den nechsten an denen von Bern, antwortet er: Es schüedi auch nüt wann inen schon ein Schmutz wurde. Daruff redt ich, das were aber gar nicht Eidtgnössisch ghanndlet. Da kart er das Blat wider umb, unnd sprach: Nein, wann es dännocht an die Eidgnossen gienngi, so würde man dann die Köpf zusammen habenn..... Aber Jänff habe es lanngerst wol verdienet. Denn der Hertzog uss Saphoy übel mit inen zefriden sigi uss ursachen: sy habendt im gar stattliche Personen vom Adel richten lassen, welliche er mit grossem Gällt gärn widerumb glösst hete. (C'est sans doute une allusion à l'exécution de Des Plans et de trois autres citoyens, convaincus peu après celui-ci d'avoir aussi comploté avec la Savoie contre Genève, Amy Lambert, Pierre Taravel et Jean Balard; cf. Gautier, *op. cit.*, p. 255—257). Da sagdt ich: sy hebindt inen iren rechten verdienten Lon gegäben, dann ob sy schon stattlich Adels-Personen gwesen sigen (Balard était du Conseil des Deux-Cents et petit-fils de syndic), so sigen sy doch grosse Verrether an iren Herren gsin. Daruff redte er: Nun es schüede auch nüt wann schon dem Jänff einmal synen verdiennten Lohn wurde; denn im were ebenn wie Marsen Fillingenn (personnage inconnu). Der hat inn syner Krannkheit und sönnst gredt, das er einmal nit zesterben wüsse Jänff were dann zuvor zerstört; alsdann welte er gern stürbenn, welliche Stunnd es were, ja wann Jänff zuvor zerstört were. Und habindt die Herren der fünf Orten allennhalben inn Landtvögten bevohlenn das sy sich mit irenn Unnderthanen grüstet machindt.

Sölliches alles ist zu Zug, inn Herren Pannermeister Kolishus verhanndlet wordenn, denn 13 v. Junii Anno 1582..... [signature illisible] scrt.»

[1]) Lettre du 9 mai, *ibid.*, fol. 22.

c'est Glaris qui s'inquiète des armements antagonistes de la Savoie et de Berne,[1]) — car cette dernière avait dès le début de Mai jugé prudent de garder militairement ses frontières méridionales;[2]) c'est Berne demandant aussi une Diète pour réfuter les imputations que le gouvernement savoyard s'était permises envers elle.[3]) Et les conseillers zuricois d'envoyer à tous des réponses où l'on sent percer leur propre inquiétude.[4])

Pourtant ce n'étaient là encore que les prodromes de la crise; personne, jusque vers le milieu de juin, n'a le moindre soupçon de l'aide promise à la Savoie par les cinq cantons contre la ville dont un des cantons confédérés est l'allié et par conséquent le protecteur. Et pourquoi aurait-on suspecté leurs intentions? N'avaient-ils pas, à la Diète qui se réunit dès le 20 mai pour examiner la situation politique, paru se solidariser avec Berne? Leurs délégués n'avaient-ils pas, comme ceux des autres cantons, signé la lettre envoyée au duc pour le prier de retirer les troupes réunies à la frontière du territoire bernois, c'est-à-dire autour de Genève?[5]) Il est vrai que le Conseil de Lucerne fit savoir au duc, par l'avoyer qui faisait partie de l'ambassade de la Diète, qu'en réalité les cinq cantons ne se permettaient pas de lui donner un conseil à propos de ses armements et qu'ils n'avaient approuvé la démarche de la Diète que pour témoigner aux yeux des autres cantons de leur bonne volonté confédérale; toutefois ce désavœu donné à leur signature avait été fait secrètement et les autres députés n'en avaient rien su.[6])

---

[1]) Lettre du 15 mai, *ibid.*, fol. 27.

[2]) Lettre de Berne du 8 mai, *ibid.*, fol. 21.

[3]) *Idem*, du 12 mai, *ibid.*, fol. 24—25.

[4]) Lettres du 11 et du 12 mai à Berne, du 11 mai à Bâle, *ibid.*, fol. 23, 26, 28.

[5]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 764. — Une copie de l'adresse que présentèrent au duc les quatre députés envoyés à cet effet à Turin se trouve aux Archives de Lucerne *ibid.*, fol. 66—67.

[6]) La duplicité du gouvernement de Lucerne dans cette affaire ne peut faire aucun doute quand on examine de près les documents lucernois se rapportant à la démarche auprès du duc et les explications qu'ils donnent pour légitimer l'attitude du Conseil. S'il y avait eu malentendu, comme l'écrit l'avoyer Fleckenstein dans une note ajoutée à la relation anonyme citée ci-dessus, il eût été aisé au gouvernement de Lucerne de l'éclaircir avant le départ des quatre délégués; or non seulement il ne le fit pas, mais personne ne sut, semble-t-il, dans les cantons réformés que le représentant de Lucerne, dont la signature se trouve au bas de l'adresse présentée au duc, avait, dans un entretien privé avec celui-ci sans doute, désolidarisé les cinq cantons de l'invitation à désarmer que lui présentait la Diète. — Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, Concept und Substanz...., fol. 347. Déclaration de l'avoyer et du Conseil de Lucerne, du 30 mai, fol. 335—336. Résumé de ce qui s'est passé au cours et à l'occasion de l'ambassade au duc, fol. 337—338.

Mais, au cours du mois de juin, les rapports entre les Confédérés eux-mêmes commencèrent à se gâter. Les préparatifs militaires des cinq cantons en faveur de la Savoie ne pouvaient rester longtemps secrets. Etant donné l'état des esprits, l'expédition prévue contre Genève prenait aux yeux des catholiques l'aspect d'une véritable croisade; quoi de surprenant que dans leur enthousiasme et leur joie ils aient décelé plus tôt et davantage qu'il n'était prudent les intentions de leurs gouvernements? Des propos, tels que ceux échangés à la table du banneret de Zoug,[1]) montrent bien l'excitation fanatique qui régnait alors autour du lac des Quatre-Cantons.

On comprend que la tournure prise par les événements donnât à penser aux autres Confédérés. A peine Berne avait-elle eu vent de cette mobilisation qu'elle avait prié les gouvernements des cinq cantons de retarder l'envoi des cinq enseignes destinées à la Savoie;[2]) l'ambassadeur français auprès des Ligues suisses s'était joint à ces instances.[3]) Inutilement du reste: le 18 juin, le jour même où une nouvelle Diète se réunissait à Soleure pour essayer de s'entendre et d'éviter que quelque acte fatal à la paix ne fût commis,[4]) l'ordre du départ était donné et la petite armée catholique s'engageait dans les défilés du Gothard.[5])

Les cinq cantons s'efforçaient du reste de rassurer leurs confédérés: leurs soldats ne devaient pas servir contre Berne, ni même contre Genève, c'est au Piémont que le duc en avait besoin;[6]) et leurs députés à la Diète répondaient avec un air de vertu méconnue aux reproches des Bernois qu'on pouvait bien supposer qu'ils ne feraient rien de contraire aux traités.

---

[1]) Cf. *supra*, p. 75 n. 6.

[2]) Résumé de la Lettre du Conseil de Berne à Lucerne, 15 juin. Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.* fol. 321. — Lettre du Conseil de Berne à Zurich, 16 juin. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 41.

[3]) E. Rott, *Histoire de la Représentation diplomatique de la France auprès des Cantons suisses, de leurs Alliés et de leurs Confédérés*, t. II, 1559—1610. Berne 1902, in-8, p. 244. — Un récit des démarches de l'ambassade dans les cinq cantons se trouve dans la «Relation anonyme». Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.* fol. 348—349, 322.

[4]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 766—767 b.

[5]) de Segesser, *op. cit.*, p. 447.

[6]) Je n'ai, il est vrai, trouvé cette argumentation fallacieuse dans aucun texte émanant d'une chancellerie des cinq cantons, et il n'existe pas d'engagement de ceux-ci envers les autres cantons de n'envoyer leurs soldats qu'au Piémont («über das Gebirg»); la «Relation anonyme» nie même avec véhémence que les magistrats des dits cantons aient jamais laissé croire, pour écarter les appréciations des Confédérés, qu'on eût pris quelque mesure à cet effet (cf. Concept und Substanz ... Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 327). Et il faut reconnaître que dans la lettre écrite le 18 juin aux Bernois pour les rassurer, le gouvernement lucernois avait su choisir des expressions habilement imprécises: la Savoie n'avait besoin de ces soldats que comme garnison

Leur sincérité pourtant n'était pas à la hauteur de leur zèle confessionnel, car c'était bien contre Genève qu'ils avaient fourni leur contingent.[1]) Celui-ci devait même se rendre directement à Thonon par la vallée du Rhône; mais comme le Valais, allié à la fois à Berne et aux cinq cantons, avait sous un prétexte quelconque refusé le passage sur son territoire,[2]) pour ne pas s'attirer d'affaire avec son puissant voisin, la petite troupe des mercenaires suisses, après avoir traversé le Tessin et le Milanais, n'avait passé que trois jours dans le Piémont et avait été sans délai dirigée vers la Savoie du Nord; au milieu de juillet elle établissait son camp à Saint-Julien, à deux lieues à peine de la cité haïe.[3])

Les Bernois, qu'une pareille attitude menaçait directement, ne restaient pas inactifs, comme on peut bien le penser. Ils avaient les bras longs, et l'intégrité du territoire helvétique comme le salut de la Rome protestante étaient deux arguments qui devaient sans peine assurer à leur cause des sympathies et des appuis multiples.[4])

«in ettlichen Iren Fläken und Plätzen», Berne n'avait donc nullement lieu d'en prendre ombrage (Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.* fol. 357); une semaine plus tard les cinq cantons confirment encore cette assertion rassurante sans se compromettre par plus de précision: les cinq enseignes catholiques ne seront pas employées contre quelque Confédéré (Réplique du 25 juin au rapport présenté par Berne à la Diète du 18 juin, Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 369—370). Malgré cela il me paraît incontestable que leurs magistrats ont, verbalement tout au moins, cherché à égarer les gouvernements des autres cantons sur la vraie destination du contingent en question en leur laissant entendre qu'il resterait au Piémont; ce n'est pas seulement le procès-verbal de la Diète du 18 juin, ou l'affirmation de Gautier (*op. cit.*, p. 293—294), qui le prouvent, mais surtout la demande adressée aux cinq cantons par les sept cantons non directement compromis dans cette affaire, d'éloigner des frontières de Berne et Genève, où elles venaient d'apparaître, les dites compagnies et de les renvoyer au Piémont, demande légitimée par ces mots «üweren Zusagen und Versprechen nach» (Lettre du 24 juillet, Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 377). Du reste on ne s'expliquerait pas sans cela par quels arguments les cantons catholiques auraient cherché à rassurer leurs confédérés, ni pourquoi l'apparition des soldats suisses près de Genève causa une telle émotion et une telle colère dans la plupart des autres cantons.

[1]) La convention entre les cinq cantons et la Savoie au sujet de cette troupe, si elle existe, m'est restée introuvable; ce sont donc les faits seuls qui permettent de dire que cette troupe était bien destinée à l'attaque de Genève. D'autre part, dans une note ajoutée à la «Réplique des cinq cantons» du 25 juin (Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 370), l'auteur de la «Relation anonyme» souvent citée raconte qu'à une conférence particulière des cinq cantons, tenue à Lucerne le 30 juin, on discuta s'il y avait lieu, vu l'agitation des Confédérés, d'interdire après coup toute participation à une attaque contre Genève, et qu'on décida d'en rester aux instructions d'abord données aux chefs du contingent, à savoir «de ne rien entreprendre contre des Confédérés».

[2]) de Segesser, *op. cit.*, p. 447—448.

[3]) *Id.*, p. 476—477.

[4]) De même que je n'ai pas voulu indiquer les motifs qui devaient rendre particulièrement précieux à la Savoie l'appui trouvé dans les cinq cantons, et cela non

En Suisse tout d'abord. Dès le 19 juin s'était tenue une conférence particulière des «quatre villes évangéliques».[1]) Berne y annonça qu'elle prenait toutes les mesures nécessaires pour résister à une agression et qu'elle comptait qu'en cas de guerre ses trois sœurs ne lui refuseraient pas un secours qui servirait autant à la défense de la vraie religion qu'à celle de Genève et du Pays de Vaud. Berne, il est vrai, ne jouissait pas d'une grande sympathie de la part des autres villes réformées, qui lui en voulaient un peu de l'extension de sa puissance territoriale; mais les Zuricois, dont Genève cherchait depuis longtemps à se faire des alliés et qui éprouvaient pour cette petite république un intérêt croissant, avaient été si irrités de l'acte anti-confédéral des cantons catholiques,[2]) qu'ils en oublièrent peu à peu leur jalousie contre Berne et finirent par lui promettre leur appui en cas de nécessité. Leur exemple entraîna Bâle et Schaffhouse.[3])

Mais Berne ne se contentait pas de ces renforts promis, en fait assez peu considérables. Tandis qu'Henri de Navarre et d'autres seigneurs huguenots assuraient les Genevois de leur sympathie et que le prince de Châtillon levait même une armée pour les secourir,[4]) Berne s'adressait aux princes protestants d'Allemagne et le fameux condottiere du calvinisme, le comte palatin Casimir, détachait de son armée de reîtres un corps destiné à lui venir en aide.[5]) Les Grisons, dont les vallées passaient à cette époque pour un inépuisable réservoir d'hommes toujours disposés à partir en guerre[6]) et qui, par Zurich, avaient été soigneusement tenus au courant des évènements,[7]) se disaient prêts à envoyer au secours de Berne et surtout de Genève un contingent de 12,000 hommes.[8]) La

pas tant pour la valeur de leurs soldats que pour les conséquences politiques et l'effet moral de leur attitude, de même le désir d'éliminer de ce récit tous les à-côté m'oblige à passer sous silence les intérêts politiques et confessionnels qui faisaient de indépendance de Genève une question de grande importance aux yeux de plusieurs Etats de l'Europe du XVI^e siècle.

[1]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 768–769.

[2]) Wick: «Sammlung von Flugblättern und Zeitungsnachrichten aus den Jahren 1560–1568.» Zurich, Stadtbibliothek, Ms. F 12–19 et 21–25, p. 262. Il ne s'agit encore à ce moment que de l'envoi des cinq enseignes catholiques en Savoie; leur destination exacte était encore inconnue.

[3]) de Segesser, *op. cit.*, p. 452.

[4]) Gautier, *op. cit.*, p. 258–259, 263–266, 290–291.

[5]) Rott, *op. cit.*, p. 245. — Gautier, *op. cit.*, p. 269, n'en parle que comme d'un projet non exécuté. — Cf. aussi *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 783a.

[6]) Rott, *op. cit.*, p. 331.

[7]) Copie de la lettre du 14 juin au Conseil de Coire. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 40.

[8]) Rott, *op. cit.*, p. 245 et Gautier, *op. cit.*, p. 280, n. 1. — L'auteur de la «Relation anonyme» parle de 9000 hommes seulement. Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 324 v°.

ville de Saint-Gall offrait aussi des troupes.[1]) Le Valais lui-même, qui au point de vue politique avait plus d'intérêt à faire cause commune avec les Bernois qu'avec le Savoyard, s'engageait à seconder Berne en cas de guerre.[2]) La collaboration des Soleurois, liés par le traité de 1679, était indubitable et l'ambassadeur français en résidence dans leur ville ne permettait pas aux scrupules que pouvait leur suggérer leur solidarité confessionnelle avec les cinq cantons de les en détourner.[3])

Comme on le voit, la Suisse actuelle entière, ou peu s'en faut,[4]) était prête à tirer l'épée, et la cause qui l'avait ainsi formée en deux camps adverses sur le point de partir en guerre, c'était le conflit séculaire entre Genève et la Savoie. Car Berne avait beau mener grand tapage autour des dangers que couraient ses territoires welches, et les cinq cantons pouvaient, pour légitimer les mouvements de troupes du duc Charles-Emmanuel, avancer divers prétextes: la question brûlante qui avait d'une extrémité à l'autre du territoire des Ligues et de leurs plus proches alliés provoqué une pareille excitation, était celle de l'indépendance de Genève. Seulement si les uns ne voulaient ou ne pouvaient la considérer que sous l'angle confessionnel — c'était probablement le cas des Grisons protestants, et sûrement celui des cinq cantons, d'où l'indignation suscitée chez leurs confédérés par leur attitude — les autres proclamaient bien haut que la Confédération tout entière était fortement intéressée à l'indépendance de la place forte posée comme une sentinelle à l'une des portes d'accès du plateau suisse.

Ferons-nous un grief aux cantons du centre de leur politique purement confessionnelle et vanterons-nous la largeur de vues de leurs adversaires? Pas plus l'un que l'autre. Les deux principaux inspirateurs des premiers, Pfyffer et Cysat, firent sans doute courir un danger immense à la Confédération dans son ensemble et surtout aux cantons de la périphérie, en donnant pour l'une des fins principales de leur politique la réintroduction de la messe à Genève, même au prix de son indépendance; mais a-t-on le droit de leur reprocher d'avoir subordonné les intérêts de la patrie collective à ce qu'ils regardaient comme les intérêts mêmes de Dieu, surtout à une époque où le sentiment national était si faible et le lien confédéral si relâché?[5]) D'autre part

[1]) Haller, «Fortsetzung zu H. Bullingers «Tigurinern» und Reformationsgeschichte über die Jahre 1532, resp. 1572—1619.» Zurich, Stadtbibliothek. Ms. A. 27, fol. 180 v°.

[2]) Gautier, *op. cit.*, *ibid.*

[3]) Concept und Substanz... Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 315 r°.

[4]) Glaris, Appenzell et Fribourg restèrent seuls neutres: les deux premiers parce que mixtes, Fribourg parce que catholique, mais enclavé dans Berne.

[5]) L'auteur de la «Relation anonyme» trouve que c'était non seulement le droit mais même le devoir du duc de Savoie de s'emparer de Genève; non seulement il en

s'il faut certainement se féliciter que les autres Confédérés aient dans une certaine mesure considéré comme solidaires les destinées de Genève et celles de la Suisse, n'oublions pas que, loin de leur coûter, cette attitude était tout à leur avantage, car ils avaient cette heureuse fortune que leurs intérêts confessionnels s'identifiaient avec l'intérêt de la Confédération. Les Soleurois seuls avaient opté contre leurs préférences confessionnelles, mais non sans remords, et la pression française n'y était pas étrangère.[1])

Quant à Genève, que s'y passait-il à ce moment? Les troupes du duc l'investissaient de plus en plus étroitement; malgré l'échec du complot d'avril, il n'avait cessé, pendant les mois de mai, juin et juillet, d'augmenter les forces rassemblées dans le pays genevois;[2]) et ses officiers avaient tenté de s'assurer des intelligences dans la place, mais les traîtres qu'ils croyaient avoir acquis à la cause savoyarde les trahissant eux-

était le souverain naturel («ihr natürlicher Herr»), mais il devait cela au catholicisme. Ailleurs il apprécie les évènements du point de vue suisse et y trouve une raison de plus pour désirer la prise de Genève par Charles-Emmanuel: «Alles das Übel, Krieg Unruwe, Empörung, Zwytracht und aller schädlichister, gefährlicher und besorgender Unfal, und Zertrennung dess Vatterlands, wie es leider vor Augen und aller Wellt offenbar ist, flüsst und kompt alles uss dieser einzigen, gottlosen Statt Jenff und dieser schönen vereinung her so Bern, Solothurn und Frankreich mit iro habend uffgericht; Gott wöll sich der seinen erbarmen und solche böse sache zerstören.» Concept und Substanz... Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 322 r° et *passim*.

Un autre document contemporain, également anonyme, des Archives de Lucerne «Summarium und Auszug der Akten und furgefallner Sachen zwüsch dem Hus Savoy und den Stetten Bern und Jenff von dem 1519t Jar har» renferme une critique serrée de l'importance attribuée habituellement à Genève comme boulevard de la Confédération. Au cours des quatorzième et quinzième siècles, c'est-à-dire à l'époque des grandes luttes contre l'étranger, cette ville n'a été d'aucune utilité aux Confédérés, bien plus elle a soutenu un de leurs ennemis, le duc de Bourgogne; et jamais les adversaires de la Suisse n'ont cherché à entrer par la vallée du Rhône, de sorte que Genève n'a jamais eu l'occasion de barrer le chemin à l'un d'eux. La Savoie est un ami beaucoup plus effectif et précieux. Ce n'est donc pas la Confédération qui a quelque intérêt à l'indépendance de Genève, c'est uniquement Berne, par solidarité confessionnelle et par communauté de haines contre la Savoie; l'intérêt collectif n'est qu'un mauvais prétexte dont se servent les Bernois au profit de leur intérêt particulier. Et il finit cet examen par ces paroles: «Ne nous laissons pas berner: ce n'est pas de la cité de Genève ou de son amitié que tout dépend, mais bien de la grâce et du secours de Dieu, ainsi que de notre courage.» Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 30—31.

Sur l'attitude et les mobiles de L. Pfyffer dans cette question, cf. de Segesser, *op. cit.*, p. 464—465, 532. — Dans une lettre du 8 avril 1603 au duc de Savoie, Pfyffer reconnaît cependant que le sort de Genève intéresse grandement la Confédération. Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 240.

[1]) On verra plus loin comment ils essayèrent de sortir de cette fausse situation.

[2]) Gautier, *op. cit.*, p. 258, 262—263, 272.

mêmes, le complot avait échoué.[1]) Les Genevois cependant n'éprouvaient plus guère de crainte; bien que cernés de toutes parts, ce qui rendait leur ravitaillement difficile et nuisait fort à leurs affaires, ils sentaient bien que la situation générale tournait en leur faveur. La France — et aussi bien le gouvernement catholique de Henri III que le nombreux parti des Huguenots — ne pouvait pas admettre que la Savoie devînt maîtresse de Genève.[2]) L'Angleterre, sollicitée par un envoyé du gouvernement genevois, témoignait de sa sympathie pour la cause de Genève en lui faisant don d'une grosse somme d'argent.[3]) Rome et l'Espagne enfin avaient trop à faire ailleurs[4]) pour envoyer à Charles-Emmanuel autre chose que des encouragements verbaux.[5]) Or celui-ci savait bien que par ses propres forces, même augmentées du corps des cinq cantons, il ne pouvait rien contre la puissance bernoise secondée de tous ses amis; une campagne entreprise contre les Genevois et leurs alliés tournerait nécessairement à sa confusion. Et c'est ce qui explique qu'il ait si souvent tenté, pour s'emparer de leur cité toujours convoitée et jamais soumise, la chance d'un coup de main ou d'un complot.

Etant données ces circonstances, Genève avait tout intérêt à profiter de l'émoi universel pour pousser les Bernois à prendre l'offensive; et elle n'y manqua pas,[6]) tandis que les cantons plus au moins désintéressés dans l'affaire, ainsi que la France, faisaient pression sur eux pour les en détourner.[7])

Si en face du danger Savoyard le gouvernement genevois pouvait se sentir en bonne posture, ses relations avec les cantons suisses en revanche lui procuraient bien des soucis. Non seulement en effet une partie d'entre eux avaient pris ostensiblement fait et cause pour leur ennemi héréditaire, et aux avants-postes on avait eu l'occasion de voir et d'entendre leurs soldats collaborant à l'investissement de la ville; mais à Berne comme dans les autres cantons réformés, les vœux de Genève se heurtaient à des oppositions multiples.

C'était d'abord sur la question de l'alliance. Il avait naturellement fallu renvoyer à des temps plus calmes la conclusion d'un traité faisant de Genève l'alliée commune des treize cantons; mais au moins Michel

---

[1]) *Idem*, p. 274—276.

[2]) Rott, *op. cit.*, p. 245—246.

[3]) L. Cramer, *La mission du conseiller Jean Malliet en Angleterre, 1582—1583*, dans *Bulletin de la Société d'Hist. et d'Archéol. de Genève*, t. III, p. 385—404.

[4]) C'était l'époque de la soumission par Farnèse des Pays-Bas révoltés et en particulier de l'intervention de François d'Anjou en faveur des Provinces-Unies.

[5]) Rott, *op. cit.*, p. 216.

[6]) Gautier, *op. cit.*, p. 284—285, 287—288.

[7]) Rott, *Ibid.* — *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 769. — Gautier, *op. cit.*, p. 288—289.

Roset, l'inspirateur de toute la politique extérieure en ces temps troublés, avait espéré que les «villes évangéliques» se sentiraient obligées de faire acte de solidarité avec la citadelle calviniste contre les forces coalisées du catholicisme. Or le voyage qu'il entreprit au cours de juin[1]) pour les y inviter ne lui apporta guère que des déceptions.

Les Zuricois, il est vrai, se montraient de plus en plus enclins à une alliance avec Genève.[2]) Non pas que le gouvernement y fît la moindre allusion dans la correspondance officielle qu'il soutint au cours de 1582 et 1583 soit avec Genève, soit avec Berne; il était trop conscient de la réserve que lui imposait sa situation de Vorort des Ligues suisses pour mêler aux questions d'intérêt collectif ce qui ne concernait que sa politique individuelle. Mais le peuple, lui, ne cachait pas ses sympathies pour la cause de Genève; les preuves n'en manquent pas: c'est d'abord l'accueil favorable que les bourgeois comme les campagnards firent à la nouvelle qu'on devrait peut-être envoyer une enseigne pour renforcer la garnison de Genève;[3]) puis c'est l'intérêt porté par les chroniqueurs du temps[4]) aux affaires genevoises, qui semblent les préoccuper plus que toute autre chose; enfin c'est surtout ce prêt de trois mille couronnes offert spontanément et sans conditions par un commerçant zuricois à Michel Roset rencontré dans quelque auberge de Soleure.[5]) De ce côté on pouvait donc avoir confiance; la conclusion d'une alliance n'était plus qu'une affaire de temps.

Mais Bâle et Schaffhouse ne voulaient pas sortir de leur attitude réservée; tiédeur religieuse? prudence politique? je ne sais. Il est possible que le rôle d'arbitres entre les Confédérés qui leur avait été imparti, à la première surtout, lors de leur entrée dans la Confédération,[6]) les eût accoutumées à éviter tout engagement particulier qui risquait de compromettre leur renom d'impartialité et leur influence comme médiatrices. Pourtant, si rien ne put les entraîner à établir quelque lien particulier entre elles et Genève,[7]) leur souci de neutralité ne les empêcha pas, cependant, de promettre à Berne leur concours au cas où les troupes ducales feraient courir un réel danger à Genève et à travers celle-ci à

[1]) Gautier, *op. cit.*, p. 273.

[2]) H. Fazy, *L'Alliance de 1584 entre Berne, Zurich et Genève*, dans *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. *XXXI*, p. 286—288.

[3]) Wick, *op. cit.*, p. 262 et 264.

[4]) Je pense à Haller, *op. cit.*, *ad annum*, et surtout à Wick, dont la gazette ne délaisse guère les récits de crimes, d'exécutions et de prodiges que pour parler de Genève.

[5]) Wick, *op. cit.*, p. 262.

[6]) Dierauer, *Histoire de la Confédération suisse*, t. II, p. 464 et 467. Lausanne 1912, in-8.

[7]) Gautier, *op. cit.*, p. 272.

la Confédération tout entière.[1]) Il est manifeste que le mobile qui leur dictait cette décision était l'intérêt de la nation plus encore que la solidarité confessionnelle.[2])

Roset avait encore d'autres difficultés. D'après le traité conclu entre Berne, Soleure et la France, en 1579, il suffisait que Genève demandât une garnison contre une agression pour que, aux frais de la France, Berne et Soleure pussent lui envoyer des troupes. Il semblait à tous que l'occasion était venue de profiter de ce droit. Seulement le gouvernement genevois redoutait la venue d'un trop grand nombre de soldats suisses; il savait le peuple d'une sensibilité intraitable pour tout ce qui concernait son indépendance, et certaines expériences antérieures avaient prouvé que le désintéressement des alliés suisses n'était pas à l'abri de toute défaillance.[3]) D'autre part il avait trop besoin de l'amitié des Suisses protestants et surtout des Bernois pour oser se faire l'écho de cette défiance; et il ne pouvait refuser le secours que Berne et Soleure lui offraient si volontiers sans risquer de blesser l'amour-propre de ces deux protecteurs. Aussi Roset, puis Chevalier, qui l'avait suivi de près, avaient-ils été chargés de s'entendre avec les Conseils de Berne: on serait heureux et reconnaissant de recevoir une garnison suisse, mais il vaudrait mieux qu'elle ne dépassât pas six cents hommes — on en offrait quinze cents! — et si possible qu'elle ne comptât pas de soldats catholiques, pour éviter toute occasion de conflit entre eux et la population; cette réserve tendait à en exclure le contingent soleurois. Quelque plausibles que fussent les raisons alléguées par les députés genevois, les magistrats de Berne étaient d'autant plus enclins à en suspecter la valeur qu'ils savaient que le Conseil de Genève accueillait favorablement les offres de secours que lui faisaient les Huguenots de France.[4]) Et puis comment expliquer que les Genevois tinssent si peu à un renfort important, eux qui mettaient tout en œuvre à ce même

---

[1]) *Id.*, p. 280 et n. 1. — Une lettre de Bâle à Zurich, du 2 août, confirme cette promesse. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 68.

[2]) Les Bâlois étaient persuadés du reste, par l'effet d'informations très alarmistes, que l'attaque de Genève n'était que la première étape d'une vaste campagne des puissances catholiques et qu'après Genève celles-ci dirigeraient leurs efforts contre Bâle. Lettres du 9 mai et 2 juin au Conseil de Zurich. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 22 et 33. — *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 764h, 772g.

[3]) On sait qu'en 1536 les Genevois durent déployer toute leur énergie pour empêcher Berne d'annexer leur ville après lui avoir porté secours.

[4]) Outre de nombreux volontaires arrivés séparément, l'armée du prince de Châtillon se préparait à partir déjà pour Genève; de plus un contingent de trois cents hommes, venant de Bourgogne, était sur le point d'atteindre Neuchâtel. Cf. Gautier, *op. cit.*, p. 266, 279, 290, 291; de Segesser, *op. cit.*, p. 532.

moment pour provoquer l'ouverture des hostilités? Pour nous la raison est aisée à comprendre et à admettre, mais les Bernois avaient le droit de s'en montrer surpris et vexés; aussi, craignant avant tout de blesser ses puissants combourgeois, le gouvernement genevois se décida-t-il à céder et à demander les cinq compagnies qu'on mettait à sa disposition.[1]) Nous verrons que ces hésitations ne devaient pas tarder à causer un tort sérieux à Genève.

Pendant ce temps les Diètes fédérales se succédaient les unes aux autres à de courts intervalles. Les mobilisations de la Savoie, de Berne et des cantons du centre n'étaient pas la seule difficulté à laquelle les cantons suisses eussent à faire face: ils avaient à renouveler l'alliance avec la France, ce qui n'allait pas sans de grosses difficultés et beaucoup d'hésitations;[2]) les conflits entre l'évêque et la ville de Bâle, ainsi que l'introduction du calendrier grégorien, se greffaient à tout le reste pour charger encore les ordres du jour de ces Diètes.[3])

Comme je ne veux m'occuper que des démêlés où Genève était intéressée, les délibérations de ces assemblées ne m'arrêteront guère;[4]) surtout que la vie politique de la Confédération se retirait de plus en plus des Diètes générales. C'est dans les conférences particulières, dans les correspondances ou les visites entre gouvernants des divers cantons, dans les relations et conventions de chaque canton avec les puissances

---

[1]) Sur ces difficultés et les pourparlers qu'elles entraînèrent, cf. Gautier, *op. cit.*, p. 269—274, 279.

[2]) Il n'est pas sans intérêt de relever que l'un des principaux obstacles rencontrés par les négociateurs français était en connexion directe avec les affaires de Genève. Grâce à certains bruits répandus par le duc de Savoie, les cantons réformés croyaient qu'Henri III encourageait par dessous l'entreprise contre Genève, et ils en étaient si fâchés qu'ils ne voulaient plus de l'alliance avec la France; les Grisons se montrèrent particulièrement défiants et irrités. Au contraire les Lucernois, mieux informés, en voulaient si fort au roi très-chrétien de ce qu'il protégeait la cité hérétique qu'ils ne se résolurent qu'avec peine à voter le renouvellement du traité. Et si Berne se décida à se joindre à cette alliance en dehors de laquelle elle était restée depuis 1549, le désir de rendre plus fortes en face du danger savoyard sa propre situation et celle de ses combourgeois genevois fut probablement le mobile déterminant de cette décision. — Rott, *op. cit.*, p. 240—254, 331—332. — Dierauer, *op. cit.*, p. 430—431. Ainsi, même dans leurs relations avec la France, les Ligues suisses ne pouvaient faire abstraction de leurs sentiments envers Genève. Pour ou contre cette cité, tel était le mot d'ordre qui permettait aux deux partis entre lesquels elles se divisaient de reconnaître leurs amis.

[3]) On trouvera dans Dierauer, *op. cit.*, liv. VII, ch. III, l'exposé de ces questions.

[4]) Cf. les recès de ces Diètes des 20 mai, 18 et 24 juin, 21—24 juillet, 5 août dans les *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, *ad dies.*

étrangères, que se nouaient et se dénouaient les intrigues dont dépendaient les destinées du pays. Et les comptes-rendus des Diètes nous dissimulent souvent ainsi la réalité, au lieu de nous la faire connaître.

C'est ainsi que, d'après le recès de la Diète de juillet, les douze cantons unanimes, sur les plaintes réitérées de Berne, avaient écrit au duc une lettre assez sévère où ils lui rappelaient qu'en touchant à Genève, il obligeait les Bernois à intervenir; or Berne, qu'il s'en souvienne, est un membre de la Confédération![1]) Il est possible qu'en s'associant à cet avertissement, les cinq cantons fussent bien aises de travailler à maintenir la paix et à mettre fin aux désagréments qu'ils s'étaient si inconsidérément attirés. Car Berne commençait à se fâcher; consciente de sa puissance elle ne craignait pas de molester les ressortissants des petits cantons en leur fermant ses marchés, pour leur prouver qu'on ne provoquait pas impunément son mécontentement.[2]) Mais en réalité les cinq cantons avaient si peu modifié leur ligne de conduite à l'égard de la Savoie que, malgré les objurgations de tous les amis de la paix, ils ne faisaient rien pour empêcher que leurs troupes ne fussent menées jusque près des murs mêmes de Genève.[3]) Leur attitude de fait contredisait donc l'acte officiel conservé par les recès fédéraux; et la portée de celui-ci en doit être sans doute bien amoindrie.

On sait en effet que si le 19 juillet,[4]) Charles-Emmanuel se décidait, dans sa réponse à la démarche des douze cantons, à proposer le désarmement, ce n'était pas par crainte de voir les cantons catholiques se ranger du côté des Bernois, mais à cause de l'échec décisif de ses efforts pour détourner Henri III de sa politique favorable à Genève.[5]) L'appui que son ennemie avait trouvé de tous côtés l'obligeait à renoncer à ses projets de conquête.[6])

---

[1]) *Eidgen. Absch.*, *ibid.*, p. 773 i. Le texte de cette lettre du 9 juillet est au Staatsarchiv de Zurich, *ibid.*, fol. 47.

[2]) Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 323 v°.— de Segesser, *op. cit.*, p. 453.

[3]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 774 a.

[4]) Cette date est celle de la lettre même du duc conservée aux Archives de Zurich (*ibid.*, fol. 53); tous les récits consultés, et la copie même de cette lettre aux Archives de Lucerne (*ibid.*, fol. 375) la datent du 22 juillet; comme elle n'est arrivée à Lucerne que le 28, on peut supposer qu'elle ne fut envoyée que le 22. Je note à cette occasion que cette lettre n'a pu être lue à la Diète du 21 juillet, malgré le résumé qui en est donné dans le recès de celle-ci (*Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 776—777 b.); une confusion a sans doute été commise avec le bref accusé de réception envoyé par le duc le 13 juillet en réponse à la lettre du 9 juillet, dont le texte est aux Archives de Zurich, B. VIII, 106.

[5]) Gautier, *op. cit.*, p. 276—278. — Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 327 et 328.

[6]) Gautier, *op. cit.*, p. 285.

C'est au moment où le duc prenait cette résolution que la crise fut le plus aiguë au sein de la Confédération. On venait en effet d'apprendre l'arrivée des cinq fameuses enseignes dans les environs de Genève.[1]) Le contre-coup provoqué par cette nouvelle fut considérable: non seulement les sept cantons soi-disant désintéressés adressèrent aux cinq gouvernements responsables une lettre qui équivalait presque à un blâme;[2]) mais une semaine n'était pas écoulée que Zurich mobilisait une enseigne pour l'envoyer au premier signal au secours de Genève;[3]) Bâle, Schaffhouse, Soleure en faisaient de même;[4]) le gouvernement de Coire promettait son appui aussitôt qu'on en aurait besoin.[5]) La moindre étincelle pouvait mettre le feu aux poudres et déchaîner la guerre civile.

Il ne tint pas à Genève que les choses n'en vinssent pas jusque-là. Le sentiment de la solidarité de ses intérêts avec ceux de la Confédération n'allait pas jusqu'à lui faire préférer ceux-ci à ceux-là. Or tout s'unissait alors pour rendre les Genevois très belliqueux: la situation politique, comme nous l'avons vu, leur permettait d'espérer l'écrasement de leur ennemi séculaire,[6]) tandis qu'ils avaient lieu de craindre — et les évènements ultérieurs prouvent qu'ils ne se trompaient pas — que par la voie des négociations et des arbitrages on n'amènerait jamais la Savoie à renoncer à ses prétentions sur Genève. En outre les esprits étaient exaspérés par le tort économique que l'investissement causait à la ville, surtout que les troupes ducales ne respectaient guère les propriétés possédées en terre savoyarde par des Genevois;[7]) de Chêne, de Neydens, de Moisin, qui étaient pourtant des villages de la seigneurie de Genève, arrivaient des nouvelles de pillages et de violences.[8]) Ainsi, bien que la guerre n'eût pas éclaté, les Genevois en subissaient pourtant une partie des dommages; autant valait régler une fois pour toutes par les armes la vieille querelle, puisque l'occasion paraissait bonne. Aussi leurs deux délégués habituels vinrent-ils coup sur coup, à la fin de juillet et au début d'août, exciter les instincts guerriers des Bernois.[9])

[1]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 778 r.

[2]) Copie de la lettre du 24 juillet. Zurich, Staatsarchiv, B. VIII, 106. — Cf. aussi *Eidgen. Absch.*, *ibid.*

[3]) Copies des lettres du 30 juillet, adressées à Berne, Bâle, Schaffhouse et Soleure. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 59, 61, 62. — Minute de la décision. *Ibid.*, fol. 60.

[4]) Gautier, *op. cit.*, p. 280. — Lettre de Bâle au Conseil de Zurich, 2 août. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 68.

[5]) Lettre du Conseil de Coire à celui de Zurich, 4 août. *Ibid.*, fol. 71.

[6]) Gautier, *op. cit.*, p. 280.

[7]) *Idem*, p. 278—279.

[8]) *Idem*, p. 279, 281—282. — L'écho s'en répandit jusqu'à Zurich où Haller (*op. cit.*, fol. 182r°) s'empressa d'en prendre note.

[9]) Gautier, *op. cit.*, p. 284—288.

Ils purent croire un moment au succès de leurs efforts. C'était peu après l'arrivée de la lettre où le duc se déclarait prêt à retirer ses troupes.[1]) Voyant la Savoie céder, du reste en des termes qui constituaient un nouvel outrage contre Berne,[2]) le gouvernement bernois prit un ton menaçant; aux offres et demandes de désarmement il répondit par des plaintes et des reproches, et il fallut que des délégués des sept cantons désintéressés allassent supplier les conseils de Berne pour les amener à renoncer à leur attitude agressive. Encore eussent-ils peut-être échoué si les ambassadeurs français n'étaient eux aussi intervenus dans le même sens; leurs avertissements et conseils avaient d'autant plus de poids qu'après tout c'était au roi de France à payer les compagnies levées pour secourir Genève, et que son approbation était plus ou moins nécessaire à leur envoi; or ayant fait pression sur Charles-Emmanuel pour obtenir qu'il désarmât, il se refuserait certainement à encourager de façon quelconque l'ardeur belliqueuse des adversaires du duc.[3]) Aussi, le 11 août, le Conseil des Deux-Cents de Berne fit savoir qu'il acceptait un arrangement à l'amiable et était disposé à retirer ses troupes.[4]) La cause de la paix l'avait emporté sur ses blessures d'amour-propre.

Dès lors Genève ne pouvait que se rendre à son tour; c'est ce qu'elle fit, mais bien à contre-cœur, par une missive écrite le 16 août à la Diète.[5]) Déjà les membres de cette assemblée travaillaient à organiser le désarmement;[6]) et malgré les difficultés suscitées par la susceptibilité des deux adversaires — la Savoie ayant été l'agresseur ce fut à elle en fin de compte à désarmer la première — le 23 août il n'y avait plus de troupes sur la frontière.[7])

* * *

On pourrait penser que ce retrait des troupes avait eu pour effet de mettre fin à la crise; et celle-ci perdit certainement dès lors son caractère aigu. Pourtant dans ses relations avec la Suisse la situation de Genève se trouva plus délicate après qu'avant. Pour avoir changé de terrain, la question de son indépendance ne cessait pas de se poser; les armes ne l'ayant pas tranchée, c'était à la diplomatie à le faire.

[1]) Lettre du duc de Savoie au Conseil de Zurich, 19 juillet. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 53.

[2]) Le duc y rejetait en effet sur les Bernois toute la responsabilité de cette crise.

[3]) Gautier, *op. cit.*, p. 286—288. — *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 778 r, 781 b. — Lucerne, Staatsarchiv: Concept und Substanz..... fol. 387. — Rott, p. 247.

[4]) Gautier, *op. cit.*, p. 288.

[5]) Gautier, *op. cit.*, p. 289.

[6]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 781 b.

[7]) Gautier, *op. cit.*, p. 296. — de Segesser, *op. cit.*, p. 463 et n.

La Savoie, Berne et Genève avaient accepté en effet le principe d'un arbitrage pour régler les différends qui avaient causé la levée de boucliers du printemps. Or il était plus facile, et Charles-Emmanuel l'avait compris aussi bien que les Genevois, de vider leur querelle par la ruse ou la force que par les arguments juridiques.

Il ne peut être question ici d'entrer dans le détail des négociations qui se poursuivirent pendant près de dix-huit mois à propos de cet arbitrage, pour aboutir en fin de compte, le 4 février 1584, à un aveu d'impuissance: les douze cantons déclarèrent alors en effet que le différend était insoluble et prièrent les deux parties d'en rester au statu quo, c'est-à-dire au «modus vivendi» établi en 1568.[1]) Cependant il faut au moins indiquer comment la question se posait pour les cantons et pourquoi il fallut un temps si long avant de constater que les prétentions des deux adversaires étaient inconciliables. Il suffira pour cela de suivre l'affaire jusqu'à la fin de l'année 1582.

Les nouvelles difficultés apparurent comme les armes venaient à peine d'être déposées. En recommandant aux trois parties de remettre leur cause à un tribunal arbitral, les sept cantons[2]) s'étaient bien gardés de parler de la composition de ce tribunal. Personne naturellement ne doutait que les membres n'en dussent être pris parmi les Confédérés; mais encore lesquels d'entre eux?

Pour Charles-Emmanuel la question semble n'avoir présenté aucune difficulté: c'était aux douze cantons eux-mêmes à être arbitres. Et en effet aucune solution plus avantageuse ne s'offrait à lui. Non pas qu'il pût se flatter d'obtenir aisément une majorité en sa faveur dans un jury ainsi composé; car en face du groupe des six cantons catholiques dont il était l'allié depuis 1577, il y avait les trois «villes évangéliques» et les deux cantons, mixtes mais à majorité réformée, de Glaris et d'Appenzell, dont il ne pouvait attendre un verdict en sa faveur; et s'il n'était pas impossible que Soleure passât dans le camp de ses défenseurs, il ne l'était pas non plus en revanche que, sur la question genevoise, Fribourg leur faussât compagnie. En acceptant un arbitrage dans ces conditions, le duc voulait-il manifester la confiance inébranlable qu'il avait dans le bien-fondé de ses revendications à la suzeraineté de Genève? Ou escomptait-il l'échec de la tentative d'arbitrage et n'avait-

[1]) *Eidgen. Abschiede,* t. IV, 2, p. 816—817b.

[2]) D'après l'auteur du «Concept und Substanz....» (Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 388—389) c'était pour des raisons de simple opportunité que seuls les délégués des sept cantons désintéressés, et non ceux des douze, avaient été chargés de faire cette proposition, qui émanait de la Diète; on n'en devait ni n'en pouvait rien induire pour l'avenir.

il orienté l'affaire dans ce sens que pour sortir de l'impasse où il se voyait acculé? Je ne sais; mais une fois le principe de l'arbitrage accepté, il ne pouvait songer à récuser tel ou tel des douze cantons.

La situation de Genève était toute différente. Elle ne pouvait supporter que son droit à l'existence lui fût contesté; or tant qu'on ne déniait pas toute valeur aux revendications savoyardes, les Genevois sentaient que leur indépendance — et leur patriotisme ne faisait pas de distinction entre indépendance et existence — était mise en question. Convaincus comme ils l'étaient de la légitimité de leur cause, ils ne pouvaient confier celle-ci qu'à des juges en l'impartialité desquels ils n'auraient aucune raison de douter; et comme la question confessionnelle devait naturellement influer sur le jugement des arbitres, seul un tribunal composé en majorité de réformés présentait à leurs yeux des garanties suffisantes. Or parmi les douze cantons, cinq s'étaient assez nettement déclarés partisans de Charles-Emmanuel pour que leur sentence parût comme dores et déjà prononcée; on ne pouvait compter que les Fribourgeois osassent prendre position contre leurs coréligionnaires, et les Soleurois n'étaient pas sûrs. Mieux valait donc renoncer à un jugement arbitral que de le confier aux représentants de gouvernements dont la moitié au moins étaient a priori hostiles. Seulement quel effet ferait un refus? Genève savait bien qu'en accusant de partialité les cinq cantons, elle provoquerait chez eux un renouveau de colère, chez d'autres peut-être le reproche de susciter comme à plaisir des difficultés.

Dès le 22 août on surprend l'inquiétude du gouvernement genevois. Tandis que la Diète de Soleure n'avait rien stipulé quant à la composition et à la date de l'arbitrage,[1]) une lettre adressée de Genève au Vorort parle des sept cantons arbitres et de la Diète arbitrale de septembre, comme si ces deux points étaient hors de doute.[2]) Ce n'était là qu'un ballon d'essai, qui resta sans effet. Dès le 31 août le gouvernement genevois écrit à Zurich combien lui cause d'appréhensions la présence parmi les arbitres des cinq cantons qui ont aidé à son investissement comme alliés du duc de Savoie, et à quel danger on expose de nouveau la ville de la part de son ennemi en renvoyant à plus tard le règlement du conflit.[3]) Pendant quatre mois le Conseil de Genève ne sut à quelle décision s'arrêter; Michel Roset alla à Berne et à la Diète de Baden pour prendre vent auprès des magistrats des principaux cantons.

[1]) Malgré le silence du recès sur ce point, il n'est pourtant pas sûr que la question de la composition du tribunal n'y ait pas été agitée, et même plus ou moins tranchée dans le sens de l'arbitrage par tous les cantons; cf. Gautier, *op. cit.*, p. 292.

[2]) Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 73.

[3]) *Ibid.*, fol. 75.

Comprendrait-on le refus éventuel de Genève? Les cantons réformés l'approuveraient-ils? N'y avait-il pas d'autre alternative que l'arbitrage par les douze... ou par personne?[1])

Un moment on crut en avoir trouvé une: Berne, qui tenait à bien marquer aux cinq cantons son ressentiment de leur conduite anti-confédérale, avait proposé de demander aux alliés des Confédérés, c'est-à-dire aux Grisons, au Valais, à Saint-Gall, à Mulhouse et à Bienne, de prendre part à l'arbitrage.[2]) La proposition n'eut pas de suite à la Diète, mais le gouvernement de Genève la reprit pour son compte et, au mois de décembre, fit dire qu'il ne soumettrait sa cause qu'à un tribunal constitué par les sept cantons désintéressés ou par les douze Etats de la Confédération et leurs plus proches alliés.[3]) Ce ne fut qu'au cours de l'année suivante et sur les assurances qui lui furent données par divers cantons et par la France que Genève se décida à s'en remettre à la décision arbitrale des douze cantons, sous la réserve cependant qu'on ne pourrait la contraindre à accepter leur sentence.[4])

Comme on se le représente aisément et comme les Genevois d'alors l'avaient prévu, la défiance pourtant bien légitime qu'ils avaient montrée provoqua un *tolle* général dans les cantons catholiques; et cela alla si loin qu'un moment Genève put craindre pour son indépendance, menacée cette fois par ceux mêmes qui s'étaient plus ou moins imposés comme juges de son sort. C'est cette seconde phase de la crise qu'il me reste à esquisser dans ses principaux traits; mieux encore que dans la première s'y manifeste la solidarité qui au mépris des apparences liait la république des bords du Rhône à ses sœurs du Plateau et même des Alpes suisses.

Il est difficile de se rendre compte jusqu'à quel point la colère des gouvernements des cantons catholiques était jouée. Il se peut qu'habitués aux ménagements et aux témoignages de considération que leur accordaient les grandes puissances, ils aient été sincèrement froissés de

---

[1]) Gautier, *op. cit.*, p. 291—297.

[2]) *Idem*, p. 292—295.

[3]) Lettre du 14 décembre au Conseil de Zurich. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 109. Il n'est pas hors de propos d'observer que, sauf Mulhouse, les dix-sept républiques en question, avec leurs bailliages particuliers ou communs, occupaient presque tout le territoire de la Suisse actuelle; il n'y manquait que la principauté abbatiale de Saint-Gall, l'évêché de Bâle et la principauté de Neuchâtel. Ainis l'on peut dire que c'était de la Confédération des Treize Cantons à la Suisse de l'avenir que Genève en appelait.

[4]) Copie d'une lettre de Berne aux sept cantons, du 30 janvier. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 126. — Lettre de l'ambassadeur Fleury au Conseil de Zurich, du 2 février. *Idem*, fol. 130. — Lettre de Genève au Conseil de Zurich, du 8 février. *Idem*, fol. 132.

se voir ainsi bravés par ce minuscule Etat de quinze-mille âmes. Pourtant, lorsqu'on suit de près leur politique, on est obligé de douter que la naïveté d'un Pfyffer ou d'un Cysat atteignît ce degré; il semble plutôt qu'ils aient été heureux qu'un prétexte leur fût donné de tenter l'effort suprême pour faire perdre aux Genevois les alliés et les amis qu'ils possédaient en Suisse et ailleurs. En effet la seule modification qui apparaisse dans leur conduite c'est que depuis le mois de septembre ils ne dissimulent plus la haine qu'ils éprouvent pour la cité impie, et essaient ouvertement d'en détacher Soleure, Berne et Henri III, tandis qu'auparavant ce n'était que dans les conférences particulières et secrètes des cantons catholiques qu'éclatait l'expression de leur antipathie passionnée. Autrefois ils semblaient vouloir donner le change sur cette hostilité; maintenant qu'on ose suspecter leur impartialité, ils poussent en pleine lumière leur campagne contre Genève. Mais après comme avant ils poursuivent le même but: remettre Genève sous le joug de Rome et pour cela soutenir le duc de Savoie dans la revendication des droits seigneuriaux qu'il affirme posséder sur elle.

Déjà en 1577, dans l'alliance conclue avec Emmanuel-Philibert, les cinq cantons avaient expressément reconnu l'existence de prétentions ducales à l'égard de Genève et la nécessité de les régler un jour.[1]) Il est vrai que dans sa lettre cette déclaration semblait ne vouloir en rien préjuger de la question;[2]) mais divers documents,[3]) et surtout l'envoi des cinq enseignes avaient bien montré le sens qui lui était donné en réalité. Or dès qu'on put prévoir que la question serait portée devant un tribunal arbitral, des délégués des cinq cantons se rencontrèrent à Lucerne pour s'entendre sur la politique à suivre; et leurs principales décisions au sujet de Genève furent, d'une part d'appuyer les revendications de la Savoie, et d'autre part de presser les Bernois de rompre leur combourgeoisie.[4]) Le 5 septembre leur résolution d'abandonner Genève sans secours au sort qu'elle mérite s'affirme plus explicitement encore: «Attendu que la combourgeoisie de Berne et Genève n'a été d'aucun

---

[1]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 1547.

[2]) M. W. Oechsli n'est pas de cet avis (cf. *Les Alliances de Genève avec les cantons suisses* dans *Mémoires et Documents publiés par la Soc. d'hist. et d'Arch. de Genève. Série in-4, t. IV*, 1915, *p. 27)*; je ne vois pas ce qui dans le texte en question exprime une opinion favorable à la Savoie, sinon le fait seul d'exposer sans réserve ses revendications.

[3]) Je cite, entre autres, le «Summarischer Bericht der Ansprachen und Rechtsame so die H. Dht von Savoy hatt an der Statt Genff», du 12 mai 1582 (Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 22 à 28), et l'expression de la relation anonyme sur Genève «ein rebellisches Regiment wider ihre natürliche Herrn». (*Idem*, fol. 321 v°.)

[4]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 779—780a.

avantage ni pour les potentats catholiques, ni pour l'ensemble des Confédérés, ni surtout pour les cantons catholiques, mais qu'elle n'a provoqué qu'agitation, dangers, dépenses et soucis, on est d'avis de ne plus la tolérer à l'avenir, de ne plus contribuer à protéger un peuple aussi impie, vu l'indignité de sa politique et de ses croyances, enfin de ne plus se laisser troubler ou exposer à quelque danger à cause de lui.»[1])

Il fut bientôt patent que ce n'étaient point là des décisions sans portée. Bien qu'il ne soit guère possible de suivre pas à pas l'action exercée par les délégués des cantons catholiques au cours de la Diète où devait s'organiser le tribunal arbitral, il semble évident que c'est à leur influence qu'il faut attribuer l'attitude sévère et même menaçante prise par la Diète envers Genève: n'alla-t-on pas jusqu'à avertir les députés genevois que si leur gouvernement continuait à faire des difficultés, il pourrait bien prendre envie aux ligues suisses de mettre leur ville sous leur protectorat et de lui imposer un gouverneur![2]) Genève, bailliage commun de la Confédération! La perspective dut faire plaisir à Michel Roset.

Ce n'était là sans doute qu'une menace en l'air, mais elle prouve que les relations entre les Confédérés et Genève traversaient une phase aiguë; car l'hostilité des cinq cantons, des six en leur adjoignant leur fidèle satellite Fribourg, ne suffit pas pour expliquer un ton pareil. Et en effet ils avaient réussi à susciter à Genève un nouvel adversaire, le gouvernement de Soleure, conquête d'autant plus précieuse qu'il en était précédemment le protecteur et l'ami. Dès le printemps 1582 les Soleurois avaient songé à dénoncer le traité de protection conclu avec Berne et Henri III et ce ne fut pas la faute des cantons catholiques s'ils ne le firent pas alors,[3]) car ceux-ci leur écrivirent aussitôt en ce sens;[4]) leur pression cependant, quelque énergique et persévérante qu'elle

[1]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 784 l. — Ce qui donne plus d'importance encore à cette résolution, c'est que vingt-cinq ans auparavant les cantons du centre, hostiles à cette époque au duc Emmanuel-Philibert, avaient insisté à Berne en faveur du renouvellement de la dite combourgeoisie; c'est du moins ce qu'on a toujours affirmé dès le XVI^e siècle et de nos jours encore (cf. Oechsli, *op. cit.*, p. 10 et 17). A lire les documents lucernois de 1582, on constate que cette soi-disante approbation aurait été le résultat d'un malentendu, ou même, comme s'exprime l'un d'eux, d'une habile comédie jouée par Berne et Genève; les cantons catholiques n'auraient jamais désiré plus qu'une convention commerciale ou judiciaire entre ces deux villes et non une combourgeoisie perpétuelle d'un caractère politique et militaire. Cf. Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, Savoien 1519—86, fol. 17; Concept und Substanz..., fol. 321 v°; et *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 795a.

[2]) Gautier, *op. cit.*, p. 296.

[3]) Cf. *supra*, p. 81.

[4]) Concept und Substanz.... (Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 318).

fût, n'aurait peut-être pas suffi à contrebalancer l'influence de l'ambassadeur français et à provoquer la volte-face du mois de septembre, si la défiance, déjà mentionnée,[1]) manifestée par les Genevois à l'égard des troupes soleuroises n'avait fait son œuvre. Les chefs des cantons catholiques surent profiter de l'irritation qu'en ressentirent les Soleurois. A la conférence particulière du 5 septembre on fit demander aux «seigneurs» de Soleure s'ils pouvaient supporter que leur canton restât l'ami et le protecteur de ceux qui leur avaient fait un pareil affront.[2]) Des mémoires très étudiés, quoique partiaux, sur les droits du duc sur Genève, ou sur la prétendue valeur de la ville de Genève comme boulevard de la Confédération étaient remis aux magistrats soleurois pour éclairer leur religion et leur faciliter la dénonciation du traité.[3]) Un mois après, la réponse du gouvernement soleurois prouvait qu'on avait fait jouer le bon ressort: à ses yeux Genève ne méritait plus aucune protection, elle avait trop manqué aux Soleurois! Soleure retirait sa signature du traité conclu avec Berne et Henri III. Cependant un scrupule lui restait: on ne pouvait pas abandonner Genève aux convoitises d'une des puissances voisines; ce serait trop grave pour la Confédération tout entière; le mieux ne serait-il pas de proposer secrétement à Henri III de faire ensemble, la France et les Confédérés, la conquête de Genève qui serait transformée en ville ouverte?[4]) Les Soleurois avaient enfin trouvé ainsi la conciliation entre leurs convictions religieuses, leur attachement à la politique française et les intérêts de la Confédération, mais l'indépendance de Genève en faisait les frais.

La joie fut grande dans le camp des ennemis de celle-ci, d'autant plus que cette proposition mettait fin aux remords que leur conscience de Suisses leur faisait parfois éprouver; car ils savaient aussi bien que d'autres que le prince qui prendrait possession de Genève ferait subir à la Confédération une défaite sans précédent. Et de fait leur principal chef, Louis Pfyffer, renonçant momentanément à sa politique savoyarde,[5]) essaya-t-il au cours d'une ambassade à Paris de gagner le roi ou ses ministres au projet élaboré par Soleure.[6]) L'échec de cette tentative obligea néanmoins les cinq cantons à subordonner de nouveau leur

[1]) Cf. *supra*, p. 85.

[2]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 784 l.

[3]) Lucerne, Staatsarchiv, *ibid.*, Savoien, 1519—86, fol. 29—30.

[4]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 787—788 m. — Sur la portée de cette décision, cf. Oechsli, *op. cit.*, p. 32, n. 1.

[5]) Cet abandon de la cause de la Savoie, quelque temporaire qu'il ait été, ne manque pas d'être significatif; les droits du duc sur Genève devaient paraître bien inconsistants aux cantons catholiques pour qu'ils pussent si facilement en faire litière.

[6]) Rott, *op. cit.*, p. 252. — Gautier, *op. cit.*, p. 304—307.

devoir confédéral à leur politique confessionnelle: dès janvier 1583 ils agissaient de nouveau, à propos du différend toujours pendant entre Genève et Charles-Emmanuel, en champions de l'Eglise et en avocats de leur allié le duc de Savoie.[1])

* * *

Point n'est besoin de poursuivre plus longtemps l'examen de ce différend; jusqu'à la Diète où les Confédérés, trop désunis pour rendre une sentence arbitrale, avouèrent leur incapacité à le trancher, la crise traîna en longueur et les débats en récriminations, plaintes, accusations réciproques, sans présenter d'élément nouveau et utile à l'intelligence des faits. L'année 1582 qui en avait vu les débuts en avait épuisé aussi toutes les modalités. L'avenir en revanche devait en voir les effets; plus encore que par les incidents et l'agitation auxquels elle donna lieu c'est par la portée qu'elle eut pour l'histoire suisse que cette crise mérite l'attention.

Pas à première vue, j'en conviens: tout avait été terminé et réglé sans qu'une goutte de sang n'eût été versée, sinon celui d'un ou deux traîtres à Genève; rien n'était changé dans la situation politique des Etats un moment si près de se précipiter les uns sur les autres; entre la Savoie et ses deux adversaires le *status quo ante* avait été rétabli, tandis que persistaient parmi les Confédérés les groupements confessionnels hostiles et pourtant désireux de rapports officiellement pacifiques. Cependant l'année 1582 marque une étape importante dans la longue période de troubles que fit traverser à la Suisse la scission religieuse du XVI^e^ siècle.

C'est en effet au cours de cette année que les cantons catholiques furent pour la première fois amenés à choisir entre les intérêts de la Confédération et ceux de l'Eglise; en se déclarant pour la Savoie contre Genève, et implicitement contre Berne, ils s'orientèrent résolument dans la voie qui devait les amener à créer, quatre ans plus tard, la Ligue Borromée et à s'inféoder dès 1585 à la politique de la Sainte-Ligue et de l'Espagne. L'envoi des cinq enseignes apparaît donc comme une déclaration de principes qui engageait définitivement les cinq gouvernements responsables. Et la dénonciation par Soleure de ce traité de protection de Genève, qui l'obligeait à soutenir la politique bernoise, marque bien l'orientation essentiellement confessionnelle qui triomphe peu à peu dans la vie politique de la Confédération. Bien qu'il ne m'ait pas été possible de saisir une intervention active et efficace de la Curie romaine[2]) ou du grand apôtre de la restauration catholique en

[1]) *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 792 a.

[2]) Une lettre hostile à Genève de l'évêque de Scala, Félicien Ninguarda, qui fut le légat du pape auprès des cinq cantons pendant l'intérim des nonciatures, c'est-à-dire

Suisse, Charles Borromée, dans les évènements de 1582, on peut considérer ceux-ci comme l'une des premières victoires du mouvement de la Contre-Réformation en Suisse dans le domaine confédéral; son effort n'allait-il pas en effet à exciter l'antagonisme confessionnel et à briser tous les ponts qui en atténuaient l'acuité et la gravité? [1])

Dans le camp réformé on avait bien compris la leçon que portaient en eux ces évènements. Si le désir de collaborer à la restauration du catholicisme à Genève avait pu amener Lucerne et ses partenaires à accomplir le pas décisif et à soutenir une puissance étrangère en conflit avec un des Confédérés, la crainte de voir la Savoie s'emparer de Genève et y rétablir la messe avait triomphé de la jalousie qui troublait les rapports entre Berne et les autres cantons protestants. Au geste menaçant des cantons du centre contre les réformés, ils répondirent par un acte de solidarité protestante: le 27 décembre 1582 les Zuricois se décidèrent, quarante-six ans après sa conquête, à reconnaître la possession du pays de Vaud par les Bernois et à le considérer dorénavant comme partie intégrante du territoire suisse;[2]) Bâle et Schaffhouse, puis Glaris,[3]) s'associèrent bientôt à cette garantie. On avait compris que la domination bernoise à quelques kilomètres de Genève était le meilleur moyen de prévenir ou d'arrêter les projets agressifs de la Savoie et de ses alliés contre la ville à l'indépendance de laquelle on attachait tant de prix.

Il est évident que les dangers courus par Genève en 1582 par le fait de la Savoie et des cantons catholiques furent aussi pour beaucoup dans l'accueil que Zurich fit dès lors aux propositions d'alliance des Genevois. Si dès l'automne de cette même année les négociations reprirent activement entre Genève, Zurich et Berne pour aboutir en 1584 au traité d'alliance perpétuelle entre ces trois Etats,[4]) c'est que les Zuricois avaient reconnu l'urgence qu'il y avait à opposer au groupe de

---

entre 1581 et 1586 (cf. Hürbin, *Handbuch der Schweizer Geschichte*, t. II, p. 243, Stans 1908, in-8°), est cependant mentionnée et résumée dans *Eidgen. Absch.*, t. IV, 2, p. 788 n. Depuis 1572, lit-on en outre dans le «Summarium.....» fol. 28 (Lucerne, Staatsarchiv), le pape Grégoire XIII pressait les cantons catholiques de ne rien faire en faveur de Genève.

[1]) Cf. à ce propos Dierauer, *op. cit.*, p. 403, 406, 408.

[2]) Lettre de Zurich au Conseil de Berne. Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 116.

[3]) Dierauer, *op. cit.*, p. 431 et note 2. — Si le canton de Fribourg en fit de même, la raison est aisée à comprendre: il avait lui aussi bénéficié des conquêtes de 1536.

[4]) H. Fazy, *op. cit.*, p. 286—287. — Gautier, *op. cit.*, p. 272 à 356, *passim*. — La première démarche en ce sens est la lettre de M. Roset du 17 juin, Zurich, Staatsarchiv, *ibid.*, fol. 43.

plus en plus nombreux et entreprenant des ennemis de Genève la preuve patente de leur solidarité avec la cité menacée.

La crise de 1582 eut donc pour principal effet de pousser les groupements confessionnels suisses à accuser davantage les divergences de leur politique et à transformer en traités et engagements les liens de solidarité qui les unissaient entre eux, ce qui devait naturellement avoir pour conséquence de desserrer encore le lien fédéral.

Bien que moins facile à discerner, l'action exercée sur l'esprit des Genevois par les émotions de cette année agitée nous paraît néanmoins indubitable. Depuis longtemps on n'avait pas eu l'occasion de constater avec tant d'évidence la valeur de l'alliance bernoise. Les Huguenots français s'étaient sans doute montrés amis fidèles et dévoués, mais ils étaient bien éloignés et leurs propres difficultés risquaient toujours de les empêcher de porter secours, au moment du besoin, à leur métropole religieuse. Genève avait senti tout à nouveau que la protection de ses puissants voisins les Bernois, bien que parfois un peu encombrante, était sa principale force. Leurs intérêts politiques immédiats étaient solidaires; les armements provocateurs de Charles-Emmanuel l'avaient mis clairement en évidence. Et puis, derrière Berne, les Genevois avaient vu Zurich, Soleure, Bâle, Schaffhouse, même Saint-Gall et les Ligues grises, prendre nettement position en leur faveur, les uns par solidarité confessionnelle, les autres pour des motifs politiques. Qu'importait que tous n'y eussent pas mis la même promptitude ni la même énergie? On n'en savait pas moins dès lors à Genève qu'une grande partie des Suisses étaient prêts à se lever pour défendre l'indépendance de la cité. Certes cela ne dispensait pas ses habitants de rester sur leurs gardes; mais de pareilles amitiés, même sans pacte pour les sceller, constituaient une garantie bien précieuse; on pouvait être sûr que l'ennemi y refléchirait à deux fois avant de provoquer à nouveau de si nombreux adversaires.

Car il ne faut pas l'oublier: ce n'est pas avant tout à la fréquence ou à l'efficacité des interventions, armées ou diplomatiques, des cantons suisses qu'il faut apprécier la valeur et la portée de leurs sympathies pour Genève; la seule existence de ces sympathies fut une force pour elle, même lorsqu'aucun acte ne les exprimait. L'on savait à l'étranger, à Turin surtout, que l'indépendance de Genève rentrait dans le credo politique d'une importante partie des Ligues suisses et de leurs alliés; c'était assez pour garder une crainte salutaire d'y toucher.

Ainsi entre la Confédération suisse et Genève les liens étaient aussi étroits que nombreux; à tel point que, malgré la disproportion entre leurs territoires et leurs populations respectifs, on est en droit de parler de la dépendance réciproque de ces deux corps politiques. Cette

solidarité profonde, que les siècles ultérieurs ont rendue toujours plus intime jusqu'au jour où elle s'exprima par l'«inclusion» de Genève dans la neutralité suisse en 1792 et enfin par le Pacte de réunion de 1815, fait le principal intérêt, sinon le seul, de l'aventure de 1582.

Chailly sur Lausanne. **David Lasserre.**

---

## Jahrzeitstiftungen der Schuhmacher, Gerber und Metzger zu St. Martin in Chur.

Es ist schon mehrfach, zuletzt von Eberstadt[1]) in seinem Werke über den Ursprung des Zunftwesens, darauf hingewiesen worden, daß die Zünfte wohl nicht so urplötzlich nach erfolgter Privilegienerteilung auftraten, sondern durch Bruderschaften vorbereitet worden seien.

Wie anderwärts, so scheint dieser Entwicklungsgang auch für die durch kaiserliches Diplom vom 28. Juli 1464 bewilligten Churer Zünfte zuzutreffen.

Die noch vorhandenen Aufzeichnungen über Seelenmeßstiftungen der Schuhmacherbruderschaft reichen freilich nicht in die Zeit vor 1464 zurück; ihre Fassung lautet aber derart, daß aus ihnen geschlossen werden darf, in Chur hätten sich — dem allgemeinen Entwicklungsgange gemäß — die Zünfte aus den Bruderschaften weiter gebildet.

Die betreffenden Eintragungen finden sich im ältesten Ämterrechenbuch der Schuhmacherzunft[2]), einem Schmalfolioband (sign. Z. 26b), enthaltend Zunftmeisterrechnungen, Kerzenmeisterrechnungen, Zunftrodel, Verzeichnis des Zunftsilbergeschirrs etc.

Auf Blatt 1 dieses Ämterrechenbuches finden sich schon vereinzelte Angaben über Messe-Stiftungen.

It. all ûnſer frowen abent hatt die zunfft iij messen.
Hans Friken jarzit v messen, dem mesner iiij d.
Hug Bruner jarzit vj messen, dem mesner iij d.
Spangerin[3]) iij messen.
Hans Schavûtz der mexer[4]) und sim wib ij messen.
Jôri Rober jarzit mit iij messen.

Mit der 3. Seite beginnen die 1466 einsetzenden Rechnungen des Kerzenmeisters, von denen hier folgende Beispiele Platz finden mögen:

[1]) Rudolf Eberstadt, Der Ursprung des Zunftwesens und die älteren Handwerker-Verbände des Mittelalters. München u. Leipzig 1915, S. 129 ff. — Vgl. auch R. Wackernagel, Geschichte der Stadt Basel. II, 2. Basel 1916. S. 785 ff.

[2]) Dem Stadtarchiv geschenkt von Herrn C. Coaz-Wassali in Chur.

[3]) Spanier, ein altes Churer Geschlecht.

[4]) Metzger.

It. ich Hans Marx han gerechnet mit der zunft von der kertzen wegen und blib der zunft schuldig nach aller rechnig xvij lib. den. und viiij ß. den. und ist die rechnig beschegen uf sant Agten tag im jar, da man zaltz von der geburt Christi verzeen hundert iar und darnach dem xvj und lx iar.

It. mir Kaspar Ditz ist geantwurt in die bûchs vj r. guldin an der Kindlitag Mcccclxxxv jar.

It. ich hăn geben uß der bûchs ain lib. x β. d. dem Martin Roten, von der zunft wegen.

It. aber hăt mir geben der Erhart Schûchmacher x ß. d. von ains lerenknechten wegen.

It. aber haut mir geben der Jos Hertner ain pfund pfennig, alz er zuinfftig ist worden.

It. ich han geben us der bûichs drû lib. hlr. dem Lenhard P[f]efferkorn, gab er dem Ulrich Sailer stubenzins.

It. Steffan Haim dedit x ß von aim ler knechten.

Die Blätter 17—19 enthalten sodann die unten folgenden Jahrzeitstiftungen; umfassend den Zeitraum von 1477—1501. Besonders zahlreich wurden sie im Pestjahre 1482, den Gebern, «iren kinden, allen iren vorvordern und nachkommen säligen selen zu hilf und trost ewiger seligkeit».

Am Brigittatag 1492 beschlossen die Zunftgesellen der Schuhmacher, Metzger- und Gerberzunft, alljährlich am Abend vor Lichtmeß für alle gläubigen Seelen, die der Zunft und Bruderschaft bisher Gutes getan haben und künftighin noch tun werden, eine Jahrzeit mit 3 gesprochenen Messen begehen zu wollen.

Aus den verschiedenen Eintragungen in das älteste Ämterrechenbuch ergibt sich folgende Darstellung:

In Chur gab es — seit wann lässt sich nicht mehr feststellen — eine Bruderschaft der Schuhmacher, Gerber und Metzger, die ihre Jahrzeiten in der Pfarrkirche zu St. Martin beging.

Für Bestreitung der Kosten dieser Anniversarien, sowie zur Anschaffung der bei Begräbnissen und Prozessionen gebräuchlichen grossen Kerzen floß in die Kerzen- und Zunftkasse die von den Jahrzeitstiftern ausgesetzten Beträge, zudem noch das durch die älteste Zunftordnung von ca. 1465 festgesetzte Kerzengeld, das Meister und Knechte jeglicher Zunft zu entrichten verpflichtet waren.[1])

[1]) Item waß ain maister kertzen gelt git all fronfasten, so wil sol sin gedingter knecht glich halb all fronfasten geben, usgenomen die murer und die zümberlüt, die hie in unser stat werckent, sy sient burger oder nit, maister oder knecht, die sôllent all gantz fronfasten gelt geben, glich als ain maister. Item umb dz kerzen gelt uepend

Die Beschaffung und Austeilung der Kerzen, die Aufsicht und Verantwortung für stiftungsgemäße Abhaltung dieser Gedächtnisgottesdienste war dem jeweiligen Zunftmeister, der wohl ursprünglich nur Kerzenmeister gewesen sein mag, überbunden und hatte er u. a. die Aufgabe, die frommen Stiftungen, sowie die Abgaben der Zunftbrüder und -Gesellen in der Zunft Rechenbuch einzutragen, auch die Glieder der Zunft zur Teilnahme an den Begräbnissen, Prozessionen und Anniversarien anzuhalten.

Noch zu Anfang des XVI. Jahrhunderts bestand an der St. Martinskirche die St. Sebastiansbruderschaft, deren Vermögen der «Brudermeister» Ulrich Senger zu verwalten hatte.

Aus der noch erhaltenen Rechnungsübersicht der Jahre 1519—1527 ergibt sich, daß die jährliche Rechnungsablage über das Bruderschaftsvermögen (vielleicht auch über das der Masanserpflegschaft S. Sebastian?) bald im «Pfarrhofe»,[1]) bald im Hause des Brudermeisters stattfand und daß das Bruderschaftsvermögen ungefähr 7 Goldgulden betrug. Von diesem Gelde wurde — wann ist nicht gesagt — «den müncken», wahrscheinlich den Dominikanern zu S. Nicolai, gegen Stellung zweier Bürgen ein Darlehen von 6 Gulden gemacht.

Der IV. Abschnitt der Ilanzerartikel vom 25. Juni 1526 hob die Verpflichtung, die Jahrzeitstiftungen weiterhin begehen zu müssen, auf. Auf Grund dieser Gesetzesbestimmung haben die Churer Zunftbrüder, die schon 1524 zum neuen Glauben übergetreten waren, die Anniversarien abgeschafft und die hiefür ausgesetzten Beträge von den Kirchen und Klöstern teilweise zurückverlangt.

Auf diese Folgen der Reformation deutet auch der letzte Satz unserer Aufzeichnungen über die St. Sebastiansbruderschaft zu St. Martin hin.

Im Jahre 1527 waren für Chur die Bruderschaften überflüssig geworden; deshalb übergab man damals 5 Gulden des Bruderschaftsver-

---

die reblût ain sônderpare satzung, als hârnach in ir zunftrecht wol gemelt wird. — F. Jecklin, Materialien II, S. 6.

[1]) Wo in vorreformatorischer Zeit der «Pfarrhof» lag, läßt sich nicht mehr feststellen; jedenfalls kann es sich nicht um das sogenannte Antistitium hinter St. Martin handeln, da dieses erst 1529 vom Kloster Disentis an Hans von Capol und 1557 von letzterem an die Stadt verkauft wurde.

Die Frühmeßerei zu St. Martin war ehemals Besitzerin eines Hauses im Süßen Winkel «zum neuen Turm» (in der Gasse Sales, so diser zit der Süesse Winkel genannt wird;) doch verkauften dasselbe 1523 Hans Gava, Frühmeßer zu St. Martin und Claus Capp, Frühmeßereipfleger, mit Gunst und Willen von Burgermeister und Rat zu Chur, «als gedachter Frûmeßery obervôgten» um 100 lb. Pfenig an Domdecan und Domcapitel.

mögens dem Luci Heim mit dem Auftrage, dieses Geld armen Leuten auszuteilen.

---

I.

*1477 März 12.* Fol xvij.

Uff Mittwuch nechst nach sant Johannstag zů Sunnenwenden hand Joachim und Hans die Brider gebrůdere ain jarzyt gesetzt, das man ir baider und ir vatter und můter und aller ir vordern jârzit began sol mit drig priestern zů Sant Martins pfarrkirchen und sollen das jerlich begân der schůchmacher, gerwer und metzgerzunfft uß aller irer nutz und gůlt uff den obgenanten tag ungevârlich, won sy haben inen also bar gegeben und bezalt sechs pfund pfennig gůter churer werung, die in der obgenanten zunfft gůten nutz komen sind. —

Actum quarta ante Letare Lxxvij^mo.

II.

*1478 Mai 19.*

Uff Sant Andres abet des hailgen zewelbotten gevalt jerlichen jarzit Thoman Schniders, Ůlrichen Maygers, Annen Buttgin ir elichen husfrowen, ir aller driger vatter, můter kinden selen und aller dero ußer irem geschlecht verschaiden sind. Und das jârzit hat die genant Anna Buttgin, ir eliche wittwe, by irem gesunden lebidigem lib gesetzt uff xij ß. dn. zinß, so jërlichen Hans Keck von sinem innhabenden wingarten der schůchmacher, der gerwer und der metzgerzunfft git, nach inhalt des ůbergabbriefs, jerlichen mit sechs priestern, dero yeglichem die zunfft ainen schilling pfennig desselben tags und dem messmer sechs pfennig zů Sant martins pfarrkirchen geben sond usser aller nutzung der gemainen zunfft und das dhains jârs ewclich underwegen laßen, sonder sond sy darinne thůn, als sy Got und inen selbs darumb antwurt geben wöllen.

Actum 3^a ante Urbani anno domini m^o cccclxx ottauo.

III.

*1478 Mai 25.*

Uff den nechsten tag nach Sant Michelstag gefalt jarlichen jartzit Hansen Waißen, Agnesen siner elichen wittwen und ir baider ementschen vatter, můter, kinder, ouch her Peter von Schiers und her Peter Bůschers irs brůders sailigen und aller dero, so usser irem geschlecht verschaiden sind. Und das jartzit hat die genante Agnesa sin eliche wittwe by irem gesunden lebendigem lib gesetzt und darumb der schůchmacher,

der gerwer und der metzgerzunfft also bar gegeben und bezalt acht pfund pfennig churer werung, die sy also bar von ira entpfangen und ingenomen haut, mit dem geding, das man den obgemelten personen, allen iren vordern und nachkomenden, als obstât, selen in Sant Martis pfarrkirchen jerlichen uff den obgenanten tag ungeuarlich mit vier priestern, dero yeglichem die zunfft ain schilling pfennig desselben tags usser aller nutzung der zunfft geben sôllen und das dhains iârs ewclich underwegen zû laßen, sonder darinne thûn, als sy Gott und inen selbs darum antwurt geben wôllen. —

Actum in die Urbani anno ut supra.

IV.

*1482 Mai 25.* Fol. xviij.

Uff den tag Ursula und ir geselschafft sol jerlichen und yedes jars gehalten werden Jörg Robers jartzyt, hat in barem gelt geben und gelassen der schûchmacher, metzger und gerberzunfft sechs pfund dn., darumb sol ir kertzenmeister im, och sinen bayden husfrowen Emerite und Annen, ir aller vatter und mûtter, kinder und geschwistergyt und allen glôubigen seelen, uß den geschlechten verschayden, uff den tag jarlichen halten und began jârtzyt mit iij messen und yedem priester geben i ß. dn. und dem meßmer iij dn. uß der kertzen und zunfft nutzung und gúlt.

Geschehen uff den obgenanten tag anno domini M° cccc° lxxxij.

V.

*1482 Oct. 22.* —

Uff den tag Seueri und Cordule hond Hainy Schwytzer von Solothron und Margretha sin efrow an barem gelt geben und gelassen der schûchmacher, metzger und gerberzunfft iiij lb. dn., darumb sol ir kertzenmaister oder zunftmaister inen, och ir bayder vater und mûter, kinder geschwústergyt und allen glôbigen seelen, usß den geschlechten verschayden, uff den tag jârlichs halten und began jartzyt mit zwayen messen und yedem priester geben i ß. dn. uß der kertzen und zunfft nutzung und gûllt.

Anno domini M° cccc° lxxxij. Tempore pestilentie.

VI.

*1501 April 30.*

Uff den nêchsten tag nach Fabioni und Sebastioni der hayligen martrer gefelt järlichen jartzit her Hansen Mayers, och Mathis Thy sins vetters und Clăs Schafoll sins schwagers, ir aller vatter, mûter, kinder und aller irer vorfordern sâligen seelen, so uß irem geschlecht

verschayden sind. Und das gemelt jartzyt hat der genant her Hans Mayer sålig also gesetzt von ir aller wêgen und hinder im gelassen und darumb der schûchmacher, der gerber und der metzgerzunft an ir kertzen also bar gegeben und betzalt zwaintzig lb. pfennig churer werung, die sy also bar von im empfangen und an ir loblich brûderschafft gûten nutz und frumen bewendt hand. — Und hat inen die somm geben also und mit dem geding, das ewigklich und alle jar jerlich ungeuarlich uff den obgenanten tag ir kertzenmaister, wer der ye zû zyten ist, den obgenanten personen, iren kinden, allen iren vorvordern und nachkomen såligen selen zû hilff und trost ewiger såligkayt inn Sant Martins pfarrkirchen jartzit sollen lassen began und nemlich mit viiij messen uff den obbestümpten tag und dauon geben jedem priester j ß. dn., dem meßner viiij d. uß ir kertzen und zunfft nutzung und das dehains jårs underwegen lassen, sonder daran sin, das dem also trûwlichen nachkommen werd, als sy Got darumb antwurt geben wôllen. —

Geschehen an dem abent Philip und Jacoby apostoli anno domini xv$^{c}$ und im ainen jår.

## VII.

*1492 Febr. 1.* Fol. xviiij.

Zû ewigen zyten und jårlichs alweg uff unser lieben frowen aubent zû liechtmeß und an allen unser lieben frowen aubend so haltennd und begonnd die ersamen zunfft gesellen der schûchmacher, metzger und gerwer zunft zû Chur jartzyt aller glôbigen selen, so der zunfft und brûderschafft bißher ye gûtz gethan hand und noch hinfür tåglichs thûnd, mit dry gesprochnen mêssen.

Geschehen und in gûtem betracht und fúrgenomen im zyt und monat Februarius do man zalt M$^{o}$ cccc$^{c}$ lxxxxij in die Prigytha.

---

Ämterrechenbuch der Schuhmacherzunft 15.—17. Jahrhundert. Schmalfolioband, dem Stadtarchiv Chur geschenkt von Herrn C. Coaz-Wassali.

Ich Ůrich Senger hab gerechnott und rechnung geben von ynnemmen und usgeben in der brûderschafft Sant Sebastions zû Sant Martin in Chur hêr Jôrgen Gerster und priester Laurentz Mår bayd gebrûder und zûgebnen schaffnern dyser brûderschafft. Und haben beuor fierzechen guldin und x ß. d.

Actum ym pfarrhof an Sant Sebastions abent im xix jar.

It. darnach im xx. jar am Donstag nach der hailgen Dry Kûng tag hab ich gedachter Ůlrich benempten brûder rechnung geben in minem huß und habent beuor xv g.

Item im xxiij jăr abgerechnot. So belibt der Ůlrich Senger, brůdermaister, der brůderschafft schuldig by aller rechnung xxij guldin xv ß. dn. Actum uff Fritag vor Sant Pauls kerung im xxiij iăr.

Item das gelt im seckel hert Sant Sebasionß brůderschaff(t) und ist vij kronen an gold und ain guldin. Item ußglichen den müncken vj guldin und ist Hans im Har und Lucy Haim pürg um . . .

It. uff Sampstag nach dem Suntag Jubilate anno etc. xxvij hat man von disem gelt genommen v krona in gold und die dem Luci Haimen verantwurt, armen lúten ußzetailen.

Fliegendes Blättchen ohne Datum und Unterschrift.
Stadtarchiv Chur, Urkunden-Schachtel 40.

Dr. F. Jecklin.

---

## La calata urana sopra Bellinzona del 1439 sulla base dei documenti bellinzonesi.

E' tuttavia involta da incertezze una delle varie calate svizzere sopra Bellinzona susseguitesi alle stipulazioni di pace dell'anno 1426: quella del '439, intorno alla quale il Pometta stesso spende poche e malferme parole.

Non intendiamo tessere oggi la storia completa di quest'episodio delle lunghe e tormentose vicissitudini vissute dall' attuale capoluogo del cantone; ma unicamente chiarire alcune circostanze, finora ignorate, che ad esso si riferiscono e che sono atte a integrare la conoscenza della reale efficienza di questa calata, che alcuni han voluto fosse stata così violenta e ardita da provocare la caduta della cittadella.

La causa della discesa del 1439 è nota: gli Urani, profittando d'una rapina ch'era stata commessa a pregiudizio di trafficanti confederati, si mossero sulla valle Leventina, ch'essi sapevano quanto male tollerasse il dominio del duca di Milano, il quale la valle aveva avuto in affitto dai canonici ordinari. Lo scopo primo era d'impadronirsi della Leventina e di tenerla come pegno del danno sofferto.

L'occasione offerta dagli Urani di turbare la tranquillità del duca fu dai Leventinesi accolta con entusiasmo. Unitisi agli Urani, essi si portarono ad assediare Bellinzona. Nella pace che ne seguì, il duca ricordava, certamente con viva amaritudine, gli eccessi dei Leventinesi *contra Birinzonam anno domini currente milesimo quatrigentesimo trigesimo nono.*[1])

[1]) E. Pometta. *Come il Ticino* ecc., vol. I, pag. 37.

Oggi è nostra intenzione di seguire le varie fasi dell' incursione e dell' assedio sulla base dei documenti bellinzonesi, cioè dei verbali del consiglio borghigiano.

* * *

Già è conosciuto il documento del 13 gennaio 1400 riguardante la chiesa di Ravecchia, che dagli Svizzeri fu occupata e ridotta ad alloggiamento allorquando, traverso il solito passo di Sasso corbaro, accerchiarono la terra fortificata e la tennero d'assedio. Questo documento indica che tali mosse avvennero nei mesi di agosto e settembre dell'anno 1439.[1])

Non è noto, invece, che nell' ottobre le cose volsero a meglio, e che allora già si trattava la pace. Il giorno 25 di detto mese il consiglio, convocato per ordine del commissario ducale *Stefanoni de Nicomerchato* e del di lui vicario *Ambrosij de Abonis de Laude* (Lodi) *in iure civilli publice licentiati,* nominò una delegazione di quattro, con l'incarico di stare in compagnia degli ambasciatori svizzeri che sarebbero venuti a Bellinzona, sicuramente per parlamentare sulle condizioni della pace. I delegati bellinzonesi erano Giacomo de Cusa, Giovanolo de Somazo, Raffaele Molo e Zanino de Gerenzano, il quale ultimo aveva di già preso parte, come testimonio, alla conclusione della pace del 1426.[2])

Nell' istesso tempo si riattivò il transito delle persone fuori e dentro Bellinzona; ma, come la consueta prudenza esigeva, si deputarono alcuni uomini del consiglio ad ispezionare, alle porte, chi entrava e chi esciva, tanto i forestieri quanto quelli del contado.[3])

Nel novembre, il consiglio si preoccupò della sorte del legname fatto venire e usato per fortificare la terra mentre s'avanzava torbida la minaccia, il quale, come questa fu passata, fu oggetto di affrettati rubamenti; e nella seduta del 27 ordinò che si ispezionassero tutte le case

---

[1]) K. Meyer. *Blenio und Leventina von Barbarossa bis Heinrich VII.*, pag. 253, nota 1.

[2]) «Eligunt et deputant claros et providos viros dominum Jacobum del cuxa, ser Zaninum de gerenzano, ser Johanolum de somazo et Raffaellum del mollo qui omnes debeant stare in comitiva cum Ambassatoribus et Exploratoribus Lige Suytiorum qui venturi sunt birinzonam et alia faciant in omnibus et per omnia prout eis mandabit et ordinabit prefatus dominus Capitaneus.»

[3]) Continua il verbale della seduta del 25 ottobre: «Eligunt et deputant donatum de somazo et donatum de galiano ad portam caminatam birinzone et Johannem ser petri de cuxa et Filipum filium domini Georgij rusche ad portam de capite burgi, qui deputati ad ipsas portas scribant et scribere debeant omnes intrantes et qui intrabunt intus dictas portas tam forenses quam comitatus birinzone et canzelent omnes exeuntes ex illis qui intraverunt» ecc.

per riaverlo e si infliggessero severe punizioni agl'indebiti possessori.[1]) Nel testo di questa deliberazione non sembra esistere alcun indizio di nuovi timori; sembra invece, che essa mirasse semplicemente alla ricostituzione della proprietà di questo importante materiale di difesa, sempre utilissimo in una piazza forte che, com'era il caso appunto di Bellinzona, trovavasi esposta a continui assalti e pericoli.[2])

Ma quanto vedremo fra poco ci porta a credere che già allora risorgessero sull'orizzonte, dianzi spazzato da una gagliarda ventata, nuove nubi, presaghe di novella tempesta.

* * *

Ci soffermiamo un momento nell' esame delle risoluzioni consigliari per vedere come i Bellinzonesi e il duca avesser provveduto alla resistenza della piazza.

Pochi sono i ragguagli che ci riservano ancora le carte dell'archivio bellinzonese, ma abbastanza interessanti. Li rileviamo dalla lunghissima nota delle speserie avute in quell'anno, per le quali s'impose, nella seduta del dieci dicembre, l'esazione delle taglie.

Com' era consuetudine, all' appressarsi della minaccia tedesca si andò procurando affrettatamente l'opera d'un ingegnere militare, perchè egli rivedesse lo stato dei fortilizi e provvedesse ai bisogni. Chi attese a questo lavoro fu l'ingegnere Giovannino, da non sappiam dove, il quale nella sua corsa d'ispezione, che durò tre giorni, fu accompagnato dal celebre notaio pallanzese Cristoforo Varone, che diligentemente prese nota de' consigli dell' esperto ispettore.[3])

Per riparare la terra si compirono varie opere da costruttore e da fabbro: alle prime attesero Zanolo de Mallo da Arbedo, un buon lavorante che molto fece pel comune, Cristoforo da Arbedo del casato dei Masotto, che fu un dei più quotati costruttori del tempo,[4]) Bartolomeo

[1]) «Ordinaverunt quod prefatus dominus Capitaneus inquirat et inquirere faciat per omnes domos vicinorum et habitantium in birinzona si est aliquis qui habeat in eorum domibus aliquas assides, cantirios et alia lignamina cuiusmodi maneriey que conducta fuerunt et data aut posita ad reparationem et corratorum birinzone et murate birinzone» ecc.

[2]) Per la difesa si usarono anche delle travicelle appartenenti alla chiesa di San Giovanni. «Item. . . debet habere pro travellis XII acceptis ad ecclesiam sancti Johannis qui erant dicte ecclesie de mense novembris. . . libr. VIII sold. XII ter.»

[3]) «Item (Christoforus Varonus) debet habere pro eius salario et mercede qui stetit pro diebus tribus in castris et circha terram birinzone cum ser Johanino Inzignerio ad providendum et scribendum que erant necessaria.»

[4]) Nella seduta del 3 marzo 1440 il consiglio stabilì minutamente i lavori da farsi per riparazione del ponte sulla Moesa. Il 5 aprile successivo si fecero i patti col magistro Christoforo *fq. Antonij de maxoto de arbedo* per l'adempimento dei lavori suddetti. Il prezzo fu determinato in 90 lire terzuole, *pro pretio et mercede ac salario laborerij et magistrij.*

del fu Giacomo de Rumo e Giovanolo Bochatorta; all' altre accudirono Zano Ferrario, Maffiolo Moltoni e Donato del Galiano, i quali diedero ferro e lavoro per tener salde le opere di fortificazione.[1])

I conti ci tramandano anche il nome di due maestri da bombarde, appartenenti alle attuali terre ticinesi: Nicolao da Gudo e il così detto «maestro da Locarno.»[2])

Capitani e duci delle soldatesche ducali ridottesi in Bellinzona erano Giovan Pietro connestabile, Giovanni Castoira (*Castoyre*), B. da Zezio, comandante degli stipendiari, Nicolao Stanga, commissario ducale *super cernedes*, Alessandro Visconti (*Vicecomitis*), Antonello da Anzago, familiario ducale, Barbasilio da Pavia e Tomaso da Alzate connestabili, e ancora Bazileo de Tibaldi, già capitano a Bellinzona.

Tutte le spese *pro logiamentis ducalium familiarium cernedarum et stipendiarum qui fuerunt et steterunt in birinzona pro adventu et ingressu Suytiorum* si riferiscono a due mesi, *usque in kalendis Januarij proximi futuri.* Il conto del fitto per l'alloggiamento di Barbasilio da Pavia va dal 13 di novembre 1439 alle calende del gennaio 1400.[3])

Tutte queste spese, adunque, non riguardano il tempo in cui gli Svizzeri occupavano la chiesa di Ravecchia, ma i due ultimi mesi dell'anno. Evidentemente, l'esito delle trattative di pace lasciava ancor molto dubitare sull'atteggiamento ch'era per assumere la Lega, e si giudicò, più che prudente, necessario il mantenere una forte guardia armata entro le mura di Bellinzona, pronta ad ogni evento.

* * *

Già abbiam vista la preoccupazione ch' assalì que' del consiglio, il 17 di novembre, di rimettere in assetto le mura coi legni indebitamente asportati dagli abitanti. E noto che il legname veniva raccolto sempre ne' momenti di pericolo per preparare i corridoi dietro le merlature e per allestire le ventiere serventi di difesa agli archibugieri.

Pochi dì dopo, ai 29, si ritenne urgente ammassare una quantità di frumento in luogo sicuro per munizione della terra. Anche questa era una misura di precauzione suggerita dal malfido contegno de' temibili Svizzeri, il quale fra poche settimane nettamente si manifesterà, anche une volta, ostile ai Bellinzonesi.

---

[1]) Il conto del Galiano dice: «Donatus del galiano debet habere pro clavibus et ferramentis datis per eum in pluribus diebus et capitulis tempore novitatis et ingressus suytiorum pro reparando terram birinzone.»

[2]) «Item (Ambroxius de varixio) debet habere pro expensis factis in eius hospitio per Nicolaum de gutio et magistrum de locarno qui fuerunt bombarderij tempore novitatis.»

[3]) «Johanolus del mollo debet habere... pro logiamento Barbasilij de papia conestabilis incipiendum die XIII novembris usque in kalendis januarij prox. fut.»

La risoluzione lamenta le molte spese occorse *hijs mensibus preteritis pro ingressu suytiorum in partibus birinzone.* Queste parole escludono assolutamente la fondatezza della supposta incursione svizzera nella piazza fortificata. [1])

Sul finir del dicembre, la situazione si rannuvolava di bel nuovo, e i provvidi consiglieri s'affrettarono a provvedere ancor più efficacemente alla difesa della terra, Addì 29 essi deliberarono una pronta requisizione di legnami. Procurino i consiglieri delegati — diceva la risoluzione — di avere tutto il legname che possono ricuperare e lo ripongano presso di essi, in Bellinzona, per munizione e riparazione della piazza «in qualunque eventualità»; e, ove avvenga il caso di dover dispensare i legni, sia lecito ai delegati di vincolare i beni del comune; e in quanto ne sopravanzino, si restituiscano a chi li darà in consegna «come saranno cessati i casi di sospetto».[2])

Specie da queste ultime parole, appar chiaro che l'atteggiamento degli oltremontani non ispirava veruna o ben poca fiducia ai Bellinzonesi i quali, ad ogni buon conto, preparavansi a resistere ad ogni nuova pressione. Così vero che il 13 gennaio 1400, nella seduta ove si decise di riconsacrare la violata chiesa di San Biagio, si provvide a fornire un letto a Cristoforo, maestro delle cerbottane, almeno fino al mese di marzo.[3])

Anzi, il timore degli avveduti borghigiani andava sempre crescendo, sì che nella seduta del dodici febbraio del '400 i consiglieri dovettero

---

[1]) Qui omnes unanimiter et concorditer attentis multiplicibus expensis et gravibus occursis hijs mensibus preteritis pro ingressu suytiorum in partibus birinzone et que iterum sananda et solvenda sunt et esset grave pro presenti providere de emendo et recuperando illud granum seu frumentum vel farinam quod requiritur providere et tenere in birinzona pro munitione ipsius terre, videlicet somas centum farine, providerunt et ordinaverunt quod illa quantitas farine aliax ordinata et promixa secundum promixionem super inde factam, super facultatem ipsorum vicinorum Birinzone reducatur et reduci debeat ad domum habitationis vaneti suprascripti de capite burgi» ecc.

[2]) Eligerunt et deputaverunt suprascriptos Johanem dictum vanetum et paganum de cazanove qui provideant et proquirant de habendo a quibuscumque personis omnes illas quantitates assidum quas recuperare poterunt et illas assides reponant penes eos in birinzona pro munitione, pro reparatione terre birinzone casu aliquo adveniente, et in quantum casus occurrat eas assides dispensandi quod ipse vanetus et paganus possint promittere nomine dicti comunis et obligare bona ipsius comunis de solvendo pro illis assidibus que dispensabuntur, et in quantum non dispensantur quod ipse assides reddantur et restituantur illis personis a quibus recipient ipsas assides cessantibus casibus suspectionis.»

[3]) «Item providerunt et ordinaverunt quod provideatur et recuperetur lectum unum... pro logiamento Christofori magistri zerbatarum et solvatur fictum pro dicto lecto et hoc hinc ad kalendas mensis marzij prox. futuri.»

novellamente occuparsi di rifornimenti di grano per munizione della piazza. Significante è particolarmente la giustificazione di questo provvedimento: i presenti, per sè ed in nome del comune e degli uomini di Bellinzona, volendo eseguire «con tutte le loro forze, fino a che la vita lor rimane in corpo», gli ordini ducali, e difendere l'integrità dei castelli e della terra di Bellinzona, provvidero e ordinarono che Giovanni da Codeborgo, detto il Vanetto, dovesse procurare «al più presto, avanti la festa di S. Martino», cinquanta moggia di formento da tenere nel borgo o nei castelli, per detta difesa.[1])

Dieci giorni dopo (seduta del 22 febbraio), malgrado che le condizioni dello stato non fossero molto sicure, il comune provvedeva alla continuità dell' istruzione pubblica, acquistando i servigi del famoso maestro di grammatica Antonio della Porta del quondam Giacomo, da Milano. Invidiabile serenità d'animo e mirabile coscienza del dovere!

In questo tempo la difesa della terra era ancor tenuta dai condottieri già nominati. Dalle spese del primo trimestre del 1400 rilevasi che ai 3 di aprile Gian Pietro, Barbasilio, Tomaso da Alzate, tutti conestabili, abitavano tuttavia a Bellinzona, unitamente a certi Carlino e Gervasio, pure conestabili, e al Castoira. Nelle uscite del secondo trimestre è ancora menzione degli affitti per il letto *quod erat Johanis castoyre* e per gli alloggi *ubi steterunt stipendiarij pro mensibus tribus*, cioè pe' mesi di aprile, maggio e giugno.

* * *

Parecchie furono le spedizioni affidate a questo o quel membro influente del consiglio in questi alquanti mesi di guerra e di timore.

Nel '439, Giorgio Rusca andò a Milano più volte; e ugualmente Giovanolo de' Falchi, Zanino de Gerenzano e Pietro Todesco *pro obtinendo exceptiones et pro porrigendo capitula et petitiones nomine dicti comunis.* Giovanni Rusca, figlio di ser Alberto, pure si recò alla corte, e di lui è detto nella lista delle spese: *qui portavit et obtinuit literas*

---

[1]) Qui omnes suis nominibus et vice dictorum comunis et hominum birinzone, exequentes et exequi volentes totis viribus toto quam posse dictorum comunis et hominum birinzone donec vita eis aderit mandata ducalia et etiam pro conservatione castrorum et terre birinzone, providerunt et ordinaverunt quod Johanes dictus vanetus de capite burgi de birinzona proquirat et proquirere debeat ac modum habeat de habendo et recuperando quam citius fieri possit (un' aggiunta dice: usque ad festum sancti martini prox.) modios quinquaginta furmenti ad statum birinzone, tenens et ponens in birinzona vel in castris birinzone in farina vel furmento pro munitione, tenens in ipso burgo vel castris birinzone pro conservatione utsupra, et hoc a Christoforo de seregnio de varixio vel ab alio mercatore volente facere meliore condition' ipsi comuni» etc.

*confirmationis exceptionis birinzone et comitatus ac literas responsionis factas capitulis datis pro parte comunitatis et hominum birinzone.*

Antonio figlio di Giovanni Molo fece, invece, un' andata a Mesocco *in adventu Suytiorum,* e Zanino de Gerenzano *ivit in leventinam pro aliquid sentiendo pro Suytijs.*

Nel 1400, durante il febbraio, Giovanolo de Somazo fu dal capitano inviato in val Blenio, insieme con Mannio de Alzate, *pro facendo quod sibi imposuit ipse dominus capitaneus.* Il primo di marzo si decise di spedire a Milano Giorgio Rusca e Antonio de Cappo da Castione con l'incarico di presentare ai commissari fiscali tutti i privilegi, i patti e le convenzioni che la comunità aveva col duca, affine di sottrarla a certe imposizioni del capitano del luogo. I delegati erano istruiti di esporre ai detti commissari che i borghigiani non erano in condizione di sobbarcarsi oneri di nessuna sorta, perchè inabili poveri e quasi consunti a causa delle infinite spese sopportate e de' gravi danni patiti.[1])

E' noto che la pace definitiva fra Milanesi e Urani fu conchiusa a Milano nel '441, dopo che il duca aveva ratificata la tregua con Uri già il 23 marzo 1440. Ed è noto parimente che allora la Leventina fu ipotecata ad Uri.

**Lugano.** **Avv. Luigi Brentani.**

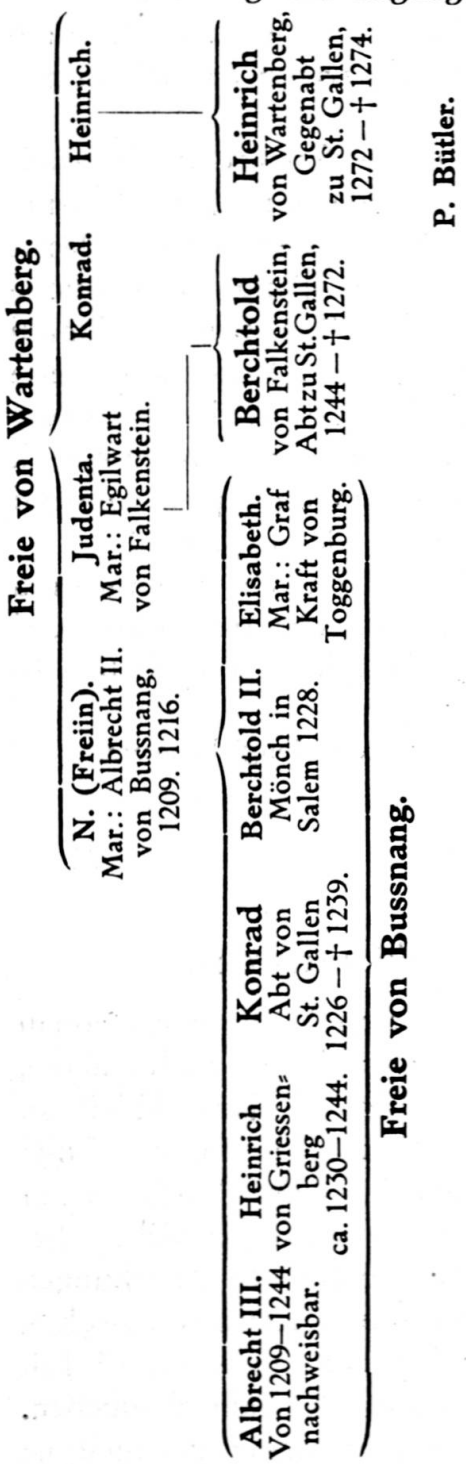
---

## Bussnang — Wartenberg — Falkenstein.

Im «Anzeiger» Band III, Seite 379 ff. erläuterte Meyer von Knonau «die Verwandtschaft des St. Galler Abtes Berchtold von Falkenstein», die für die Geschichte des Klosters St. Gallen im 13. Jahrhundert so wichtig geworden ist. Er wies nach, dass Berchtolds Mutter Junta (Judenta) eine Freiin von Wartenberg war und dass der Abt auch zur Familie der Freiherren von Bussnang in verwandtschaftlichen Beziehungen stand. Über die Art dieser verwandtschaftlichen Beziehungen gibt uns nun eine Urkunde im Wirtembergischen Urkundenbuch 5, S. 423 willkommenen Aufschluss. Die Urkunde wurde an einem 13. Juli zu St. Gallen ausgestellt, aber der Schreiber vergass das Jahr anzugeben. Da sie jedoch vom St. Galler Abt Konrad von Bussnang gesiegelt ist — das Siegel ist wohl erhalten — muss sie in die Zeit von 1226—39 fallen.

[1]) «... quia inhabiles et pauperes sunt ac quasi consumpti, attentis gravibus ac infinitis expensis et dampnis que passi sumus et dietim patimus et supportamus.» Così si esprimono le lettere credenziali del 3 marzo.

Laut dieser Urkunde übertragen die Brüder Konrad und Heinrich von Wartenberg ein Eigengut an das Kloster Weissenau, multis presentibus et precipue istis: *Bertholdo* monacho *nepote nostro* de Salem et fratribus suis *Alberto et Henrico de Bussenanc* militibus et Bertholdo de Burgelon et Henrico de Guttingen militibus. Ut autem hec omnia sicut prelibata sunt indubitanter credantur et de cetero firma et rata permaneant, sigillo domini nostri abbatis Sancti Galli, cui linea consanguinitatis in tantum attinemus, *quod avunculi sui vocamur*, presentem paginam communire fecimus.




P. Bütler.

Aus dieser Urkunde geht hervor, dass die Mutter des Abtes Konrad von Bussnang eine Schwester der obgenannten Freiherren Konrad und Heinrich von Wartenberg war und folglich — laut M. v. K. — eine Schwester Juntas, der Mutter Abt Berchtolds. Damit stimmt, dass Abt Berchtold den Heinrich von Wartenberg, Bruder Juntas, wiederholt als avunculus bezeichnet.[1]) Wenn wir schliesslich noch in Betracht ziehen, dass der zuverlässige Kuchimeister die Bussnangerin, welche von Abt Berchtold an den Grafen Kraft von Toggenburg verheiratet wurde, dieses Abtes «Muhme»[2]) nennt, so erhalten wir folgendes Verwandtschaftsverhältnis:

---

[1]) Im Jahre 1246 bezeichnet der Papst den Chorherren Berchtold (III.) von Bussnang, der wohl ein Sohn Albrechts III. war, annähernd richtig als «nepos» des Abtes Berchtold von St. Gallen. Bernoulli, Acta Pont. Helv. I, 174.

[2]) Das Wort «Muhme» kann hier bloss «weibliche Verwandte» bedeuten. Da laut Kuchimeister S. 29 die Heirat erst nach 1245 stattfand, muss die obgenannte Bussnangerin der Generation des Abtes Konrad angehört haben.

# Besprechungen und Anzeigen.

Wir bitten um Zustellung von Rezensionsexemplaren derjenigen Arbeiten, deren Besprechung an dieser Stelle gewünscht wird.

---

**J. Weiss.** Elementarereignisse im Gebiete Deutschlands; Bd. I. Die Elementarereignisse vom Beginn unserer Zeitrechnung bis zum Jahre 900. — 92 S. 8°, Wien 1914.

Im September 1906 beschloss die Hauptversammlung des Gesamtvereins der deutschen Geschichts- und Museumsvereine in Wien, eine Sammlung der historischen Nachrichten über Elementarereignisse und physisch-geographische Verhältnisse herauszugeben. Verschiedene Wissenschaften verlangen nach einer solchen Quellensammlung. Sie müsste vor allem der Wirtschaftsgeschichte, der Geographie des Menschen und der physikalischen Geographie dienen, indem sie für vergangene Zeiten den Zusammenhang zwischen Natur und Mensch beleuchtet und wertvolle Hinweise auf die klimatischen Verhältnisse, ihre Schwankungen und deren Wirkungen bringt. Unter den Geographen des Arbeits-Ausschusses finden wir den Namen Brückners, der wiederholt die Frage der Klimaschwankungen und damit im Zusammenhang die Völkerwanderungen alter und modernster Zeit behandelt hat.

Das Werk soll für das Gebiet Mitteleuropas die Schriftstellen bringen, die über physisch-geographische Verhältnisse und ihre Folgen berichten. Der erste Teil, vom Beginn unserer Zeitrechnung bis 900, ist erschienen. Der Herausgeber, J. Weiss, hat den griechischen und lateinischen Text der sorgfältig gesammelten Quellen mit Erläuterungen und mit Hinweisen auf gleichzeitige Erscheinungen im übrigen Europa versehen. Die Sammlung soll bis zur Neuzeit fortgesetzt werden. Aus dem Gebiete der heutigen Schweiz werden u. a. Überschwemmungen der Rhone in den Jahren 563 und 580 gemeldet; es wird erzählt, dass im Jahre 598 im Thunersee sehr heisse Quellen zu Tage getreten seien und dass der Gegend von St. Gallen im Jahre 882 eine reiche Weinernte beschieden war. Das Werk ist daher auch für unsere Landesgeschichte wertvoll.

Zürich. **Dr. O. Flückiger.**

---

**Schweizer Kriegsgeschichte.** Im Auftrag des Chefs des Generalstabes, Oberstkorpskommandant Sprecher von Bernegg, bearbeitet von Schweizer Historikern unter Leitung von Oberst M. Feldmann und

Hauptmann H. G. Wirz. Heft 1, 8°, 103 S. Bern, Biel, Zürich, Ernst Kuhn.

Das vom Chef des schweizerischen Generalstabes in die Wege geleitete Unternehmen nimmt mit der ersten Lieferung einen vielversprechenden Anfang. Es war ein guter Gedanke, der eigentlichen Kriegsgeschichte ein Kapitel über die politischen Verhältnisse der Schweiz in den ältesten Zeiten vorauszusenden. Prof. G. Meyer von Knonau stellte die ausschlaggebenden Tatsachen, Erscheinungen und Wandlungen in wohldurchdachter Kürze und einwandfreier Behandlung lehrreich zusammen. Was hier für die Gesamtschweiz geschah, besorgte R. Durrer im besondern für die drei Waldstätte. Seine Darstellung der ersten Freiheitskämpfe musste sich zu einer eigentlichen Geschichte von Schwyz, Unterwalden und Uri erweitern, da sich ohne die Kenntnis der Rechtsverhältnisse die Freiheitsbestrebungen dieser drei Gemeinwesen nicht verstehen lassen. Der Verfasser konnte kein neues urkundliches Material beibringen, er musste mit den Akten arbeiten, die Oechsli in dem Festbuche des Jahres 1891 gesammelt hat. Aber dass sich dem bereits bekannten, spröden Material durch Verwertung der neuesten Ergebnisse der rechtsgeschichtlichen Forschung, durch genaue Kenntnis der Geschichte der drei Länder, ihrer ständischen und bäuerlichen Verhältnisse und der baulichen Überreste aus alten Zeiten neue Seiten abgewinnen lassen, dafür lieferte Durrer vielfache Beweise in kleinen und grossen Arbeiten, die er in dem Jahrbuch für schweizerische Geschichte, im Anzeiger für schweizerische Altertumskunde und in den Archives héraldiques veröffentlicht hat. Seine an zerstreuten Orten niedergelegten Ansichten vereinigt er nun zu einem die Entstehung der Eidgenossenschaft beleuchtenden Gesamtbilde; da und dort führte er den Pinselstrich etwas schärfer als früher, oder fügte er dem Bilde einen neuen Zug bei. Wer ihm auch nicht in allem zustimmen kann, muss anerkennen, dass hier neue Aussichten geöffnet sind und dass die sich aufdrängenden Fragen mit Scharfblick angepackt wurden. Wir wollen nur weniges hervorheben. Schon in seiner vor fünf Jahren erschienenen Abhandlung über die Einheit Unterwaldens setzte er das älteste Bündnis der Eidgenossen in den Anfang der 40er Jahre des 13. Jahrhunderts. Ein direkter Beweis lässt sich dafür allerdings nicht erbringen, aber die allgemeinen Umstände sprechen doch so sehr zu gunsten dieser Auffassung, dass man sie nicht als eine halt- und grundlose Hypothese betrachten darf. Sehr hübsch ist auch die Art, wie Durrer einzelne Züge der Sage als geschichtliche Möglichkeiten zu retten sucht, allerdings ohne sie zeitlich irgendwie festzulegen und ohne Wilhelm Tell, den er als einen der Sage fremden Bestandteil ausscheidet. Gespannt durfte man sein auf Durrers Darstellung der Morgartenschlacht. Er entscheidet sich für den Kampfplatz am obern Ende des Ägerisees, zwischen Schaffstetten und Figlenfluh und das mit einer so vorzüglichen und einleuchtenden Begründung, dass die Annahme, der Kampf hätte auf Zugerboden stattgefunden, nicht mehr haltbar scheint. Sogar die 40 Verbannten, die «achter und einunger», kommen wieder zur Anerkennung mit dem Nachweis, dass deren Anzahl nichts Ungewöhnliches bedeutet.

Auch überrascht nicht wenig die wohl richtige Bemerkung, dass die im Brunnenbund vom 9. Dezember 1315 aufgenommenen neuen Bestimmungen durch die innern Verhältnisse Unterwaldens veranlasst worden sein möchten.

So steckt Durrers Arbeit voller Feinheiten und fruchtbarer Anregungen, die weiter wirken werden. Der Verfasser weiss, dass er das letzte Wort nicht gesprochen hat, dass es noch manches zu deuten und zu erklären gibt. Als sprechender Beleg für die Richtigkeit dieser Annahme erschien der schöne Artikel von Karl Meyer über den Urner Freiheitsbrief von 1231, in welchem den Worten super requisitione nostrae precariae et solutionis eine neue Deutung abgewonnen wird.

Bern. **G. Tobler.**

---

**Salomon Steinberg.** Die Proselyten der Stadt Zürich. Ein Beitrag zur Psychologie der Geschichte des Überläufers, Zürich. A. Schaufelberger 1914. (Separatabdruck aus der Schweizerischen theologischen Zeitschrift XXXI. Jahrgang.) 50 S.

Der Verfasser ist an seinem Thema mehr psychologisch als historisch interessiert, wie schon der Nebentitel ausdrückt, er will «auf dem Weg der psychologischen Analyse den historischen Typus des Überläufers in seinem Sein und Wesen belichten», er will «den Überläufer auf seine Psychologie, seinen Charakter, sein soziales Leben hin untersuchen». Dabei fasst er den Begriff Proselyt so weit als möglich, er will dazu nicht nur Juden, Mohammedaner, Katholiken, die an die Türen der evangelischen Kirche anklopften, verstehen, sondern auch Mennoniten, Sozinianer, ja selbst hugenottische Flüchtlinge. Warum? weil an alle diese Kategorien aus der zürcherischen Proselytenkammer Unterstützungen vergeben wurden. Das gibt nun aber ein ganz verworrenes Bild des Proselyten, wenn nicht einmal der fremde Glaube ein Kennzeichen sein soll, und der Historiker wird mit dieser Begriffsbestimmung nichts anfangen können. Es mag ja psychologisch einen gewissen Reiz haben, wie es der Verfasser tut, immer wieder die drei Typen des Ritters, des Mönchs und des Juden vom Mittelalter her aufrücken zu lassen und über diesen Ausklang des Mittelalters in der Neuzeit geistreiche Reflexionen zu verschwenden, — besser wäre gewesen, er hätte weniger geben wollen und sich auf das sehr interessante Teilthema des jüdischen Proselyten beschränkt, eventuell noch den katholischen Konvertiten dazu genommen. Das immerhin Neue und Lehrreiche der Arbeit liegt in manchen Detailmitteilungen, Bittgesuchen, Signalisierungen etc., die einen Einblick in die trostlosen sozialen Verhältnisse dieses religiösen Bettelvolkes gewähren. Dass bei den Motiven zum Übertrittsbegehren Not und Eigennutz meistens die Hauptrolle spielten, dürfte allgemein bekannt gewesen sein.

Der Verfasser schildert im zweiten Teil seiner Arbeit die Massnahmen der zürcherischen Stadtbehörden gegenüber den Proselyten. Das wichtigste ist die Errichtung einer besondern Proselytenkammer zu Ende des 17. oder

Anfang des 18. Jahrhunderts (ein genaues Datum fehlt), nachdem bis dahin der Examinatorenkonvent die Gesuche um Aufnahme in die Kirche und um Unterstützung zu erledigen gehabt hatte. Das Institut erhielt sich bis zur Helvetik und ist noch von J. J. Wirz genau geschildert worden. Bern hatte eine gleiche Institution, während Basel zu Anfang des 18. Jahrhunderts einen Versuch machte, aber nach wenig Jahren davon abstund. Ein Vergleich des zürcherischen Instituts mit dem bernischen müsste für den Historiker lehrreich sein. Ich füge aus der Korrespondenz des Antistes Em. Merian in Basel hinzu, dass laut einer Mitteilung des zürcherischen Antistes Ulrich die Zürcher Proselytenkammer in der spätern Zeit sich nur noch reicher oder hinlänglich bemittelter Proselyten annahm, aus Besorgnis, die ärmern unter ihnen könnten der Stadt zur Last fallen. Das hatte dann zur Folge, da auch Basel, Schaffhausen, Genf keine Proselyten mehr annahmen, dass sich alles in unglaublicher Menge auf Bern warf, wodurch die Berner Proselytenkammer ebenfalls ganz abgeneigt wurde (Dekan Wyttenbach an Antistes Merian 1782).

Vorübergehen darf ein Historiker, der in diesen Fragen arbeitet, an der Steinberg'schen Broschüre nicht, aber er wird sich das historisch wertvolle Material erst herausklauben müssen und die psychologischen Belehrungen rings herum bei Seite lassen.

Basel. **P. Wernle.**

---

**Ernst Gagliardi.** Die Schlacht von Pavia auf den Teppichen des Museums zu Neapel (zweiter Teil). — CXI. Neujahrsblatt der Feuerwerker-Gesellschaft (Artillerie-Kollegium) in Zürich auf das Jahr 1916. Zürich. Kommissionsverlag Beer & Co. 21 S. und 8 Tafeln.

Gagliardi beendigt in dem vorliegenden Neujahrsblatt seine wertvolle Arbeit über die Schlacht von Pavia, deren erster Teil bereits früher angezeigt worden ist. Die jetzt in Neapel aufbewahrten niederländischen Teppiche, die das Bild der Schlacht wiedergeben, werden nach der sachlichen und künstlerischen Seite eingehend geschildert und auf ihren panegyrischen Zweck hin kritisiert; daneben ist noch einiges in dem ersten Neujahrsblatte aus der Literatur Übersehenes nachgetragen worden. Der an dieser Stelle ausgesprochene Wunsch nach einer Wiedergabe der Teppiche in vergrössertem Masstab hat in dankenswerter Weise Beachtung gefunden; das Kollegium der Feuerwerker hat einen erhöhten Kredit bewilligt und es dadurch möglich gemacht, dass vier besonders wichtige Episoden separat im Format des Neujahrsblattes mitgegeben werden konnten. Vielleicht gibt Gagliardis Aufsatz ausserdem dazu Anregung, dass eine neue Publikation aller Teppiche in grossem Masstab an die Hand genommen wird; nachdem der grosse Wert dieses Dokumentes auf so einleuchtende Art erwiesen worden ist, würden vielleicht auch teure Reproduktionen eine genügende Zahl von Interessenten finden.

Zürich. **E. Fueter.**

---

**E. Lüthi.** Zum 5. März 1798. Ein Beitrag zur Geschichte der Helvetik. S. 79. Bern, Verlag von Stämpfli & Cie. 1916.

Die vorliegende Arbeit erstreckt sich weiter, als ihr Titel besagt. Sie umfasst die Jahre 1798—1803 und geht teilweise noch darüber hinaus. Der Verfasser verfolgt, wie er im Vorwort angibt, einen doppelten Zweck. Er will die Klagen, die sich über die Grenzbesetzung unserer Tage erhoben haben, zurückweisen, indem er ihnen die Drangsale gegenüberstellt, die unser Volk zur Zeit der Helvetik hat erdulden müssen. Dann schuldigt er den Geschichtsunterricht der Schule an, von der Helvetik nur ein mit schönen Farben bestrichenes Bild zu geben; er möchte daher zeigen, was uns die Franzosenzeit in Wirklichkeit gekostet hat. Er schöpft vornehmlich aus Stricklers Aktensammlung, berücksichtigt aber auch die mündliche Überlieferung und bereits vorhandene Bearbeitungen der Zeit. In der Anordnung des Stoffes hält er sich nicht streng an die Reihenfolge der Ereignisse, sondern gruppiert den Stoff zwanglos und hebt die Teile heraus, die für seinen Zweck passen. Dabei hat er sich nicht ganz von Tendenz freigehalten, nicht immer den Abstand von den Begebenheiten gewahrt. Es ist auch ein Mangel der Arbeit, dass der Verfasser manche schwerwiegende Anklage gegen die fremde Invasion nicht mit Quellenangaben belegt hat. Er hat damit den grundsätzlichen Feinden seiner Auffassung den Angriff leicht gemacht. Ferner sind ihm Unrichtigkeiten unterlaufen, die in die Augen springen. So sagt er S. 5, schon 1790 seien in Bern alle Stadtbürger als wahlfähig erklärt worden, und anderswo, von den Errungenschaften der Helvetik habe die Mediation nur die Niederlassungsfreiheit beibehalten. Der aufmerksame Leser wird dergleichen noch da und dort finden. Immerhin ist es Lüthi gelungen, viel Wertvolles, das in Stricklers Bänden verborgen lag, herauszuheben und das gesicherte Bild der Helvetik mit neuen Zügen auszustatten.

Der Verfasser hat es sich nicht entgehen lassen, aus den Quellen die blühenden Treu- und Friedensversicherungen der französischen Gesandten und Generäle vor dem Überfall zu einem Strauss zusammenzustellen (S. 45—47), den er mit einigem Behagen vor dem düstern Hintergrund der Tatsachen schwenkt. Den breitesten Raum der Arbeit nimmt die Ausplünderung der Schweiz durch die Sieger und die ihnen verpflichteten helvetischen Beamten ein, wobei Lüthi hervorhebt, wie sehr die unvermeidlichen Kriegslasten durch den rohen Übermut der Fremdlinge noch gesteigert wurden. Auch hier ist nicht alles quellenmässig belegt, aber doch soviel, dass an der Verelendung der Schweiz zur Zeit der Helvetik gar nicht gezweifelt werden kann. Lüthi führt auch zwei Urteile Napoleons an, worin sich dieser offen über die Ursachen und die Durchführung des Einfalls ausspricht, an und spielt sie geschickt gegen die dermalen wieder aufgefrischten Versicherungen aus, wie gut es die Franzosen mit uns gemeint hätten, als sie 1798 ins Land kamen.

Der schwächste Teil der Arbeit ist, wie Lüthi mit den übrigen Kantonen wegen ihres Verhaltens im März 1798 abrechnet. Nicht genug, dass sie Bern im Stich liessen, er wirft ihnen vor, 10 von ihnen hätten sich Frankreich

gegenüber verpflichtet, nicht für Bern einzustehen, ja sie hätten sich bereits über die Teilung des bernischen Schatzes und Gebiets geeinigt. Gewiss lässt sich ihre Mattherzigkeit, ihre Schadenfreude über Berns Not nicht entschuldigen; aber dass sich das alles zum Verrat an ihrem Bundesglied gesteigert hätte, dafür hat Lüthi den Beweis nicht erbracht; das Zeugnis, das er anführt, eine mündliche Mitteilung Stricklers (S. 6), genügt hier nicht.

Scheiden wir aus, was an Lüthi's Arbeit unhaltbar ist, so bleibt doch noch genug, was den Zweck der Arbeit erfüllt. Das Gute, das die Helvetik den spätern Geschlechtern gebracht hat, fand in diesem Rahmen nicht Platz.

Bern. **R. Feller.**

---

**Frédéric Barbey.** Félix Desportes et l'annexion de Genève à la France, 1794—1799. D'après des documents inédits, avec huit gravures hors texte et deux plans. — 419 pages. Paris, Perrin; Genève, Jullien, 1916.

Le dimanche 15 avril 1798, la République de Genève cessait d'exister. Pendant seize années, elle allait faire partie de la République française puis de l'Empire napoléonien.

L'opinion presque unanime à Genève rendit le résident de France personnellement responsable de l'annexion: elle était le résultat de ses louches manœuvres. «Notre chère Genève n'est plus une république, écrivait Butin à Micheli, deux jours après l'evénement. *Elle a péri par un coup de Divos*».[1])

Quelques rares contemporains sont seuls d'avis que Desportes s'est borné à exécuter les ordres du gouvernement français. «Il ne fit que suivre les instructions du Directoire,» dit Jean-Louis Mallet. L'historien Bérenger est plus précis: «Naturellement bon, Desportes eût toujours été honnête si son gouvernement l'eût été, mais il lui était dévoué. Ceux qui en tenaient les rênes étaient à ses yeux de grands hommes; il voulait leur plaire et ne pensait point qu'il fût possible de s'avilir en faisant des actions viles qu'il commandait.»

«L'examen attentif de la correspondance de Desportes, des actes du Directoire exécutif et des archives genevoises nous a amené aux mêmes conclusions» déclare M. Barbey. (Introduction, p. VIII.)

M. Barbey est l'homme qui a le plus étudié la question de l'annexion de Genève à la France. Son livre, résultat de huit années d'investigations patientes et heureuses, n'est pas seulement bien écrit et d'un intérêt souvent poignant; il contient une foule de renseignements et de textes inédits ou peu connus. Nul ne peut prétendre être si bien documenté que lui sur son sujet, mais peut-être est-il permis au lecteur, *à l'aide des documents que M. Barbey lui fournit*, d'arriver sur certains points à des conclusions différentes des siennes et de trouver que si d'autres ont été trop sévères pour Desportes, il est lui-même trop indulgent.

«En étudiant au jour le jour la conduite du résident de France à Genève depuis son premier séjour à Genève en 1794 jusqu'à son départ en

---

[1]) Surnom donné à Desportes par les Genevois.

octobre 1798[1]), en évitant de l'isoler, mais en la rattachant à l'histoire générale et à celle de la France, nous avons acquis, dit M. Barbey (Introd., p. VIII —IX), la conviction que les actes de Desportes répondaient dans le fond aux vues secrètes de la plupart de ses chefs.»

Que cet accord existe partiellement depuis le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797), nous l'admettons; que depuis janvier 1798, moment où l'intervention française en Suisse fut décidée, l'indépendance de Genève fût singulièrement menacée, cela est certain. Cependant, même alors, le Directoire répugnait à employer la violence, et il fallut toute l'astuce de Desportes pour que l'événement du 15 avril se produisît. En revanche, il résulte des textes publiés par M. Barbey que, bien avant le 18 fructidor, Desportes avait une politique personnelle, distincte de celle de ses chefs, et fort dangereuse pour Genève.

Desportes fit deux séjours à Genève, le premier du 11 décembre 1794 au 28 octobre 1795; le second, du 9 février 1796 au 23 septembre 1798.

M. Barbey constate (Introd., p. IX) que «le Comité de Salut public ne cessa, pendant le premier et court séjour de Desportes, de prêcher à son agent le respect complet de l'indépendance genevoise».

«N'oublie pas, disaient ses instructions (p. 18), que la République française a solennellement déclaré qu'elle n'entendait s'immiscer en aucune manière dans les affaires intérieures des gouvernements étrangers. Un principe sacré pour elle est celui de l'indépendance des Etats.» Cela n'empêche pas Desportes d'écrire au Comité de Salut public, dès le 14 février 1795 (p. 26): «Peut-être un jour la sagesse et la douceur de notre gouvernement porteront-elles les Genevois, fatigués de leurs dissensions intestines, à nous supplier eux-mêmes de les incorporer à notre auguste république.»

Simple boutade! observe M. Barbey. Cette boutade (qui reviendra constamment dans les lettres du résident) et son activité brouillonne qui le fait intervenir dans le ménage intérieur des Genevois déplaisent au Comité de Salut public qui lui répète, le 5 mars (p. 24): «Jamais il ne nous est arrivé de nous mêler du gouvernement de Genève, et tu sais aussi bien que personne que rien ne serait plus contraire aux principes de notre gouvernement... Le repos et le bonheur des hommes libres, que la nature a rendus nos voisins, voilà l'objet de tous nos désirs.»

Au mois de septembre 1795, Desportes qui se mêlait en Allemagne d'affaires qui ne le regardaient pas, fut rappelé à Paris.

Le 27 octobre 1795, le nouveau gouvernement français, le Directoire exécutif, entrait en fonctions. Desportes était désolé de ses loisirs forcés, et il réussit à se faire employer par le nouveau ministre des Relations extérieures, Delacroix, à la rédaction de ses dépêches au gouvernement de Genève. Le Directoire ne songeait nullement encore à l'annexion, mais il avait certainement moins de scrupules que le gouvernement précédent, et son ministre

[1]) M. Barbey indique, p. 271, comme date du départ de Desportes, le *23 septembre 1798*.

Delacroix, dont Desportes gagna promptement la confiance, en avait moins encore. Pourtant Delacroix estimait parfois nécessaire d'atténuer la violence des propos que le bouillant ex-résident voulait lui faire signer. Sur le brouillon d'une dépêche rédigée par ce dernier, on lit (p. 55): «Peut-être par la suite des temps les Genevois, lassés de leurs dissensions intestines et frappés de l'isolement auquel les condamne la fausse politique qui les tient séparés de nous, seront-ils les premiers à ambitionner le beau titre de citoyens français et à solliciter la faveur de jouir, sous les lois de la Grande République, d'une liberté plus entière et plus pure. Alors notre gouvernement examinera dans sa sagesse s'il lui convient de se prêter à leurs vœux.» Le ministre barre ce passage et il le remplace par quelques phrases banales: «Vous concevez combien il importe à la République française d'empêcher que les principes démocratiques du gouvernement de Genève ne souffrent une altération funeste. Il est de votre devoir de ne rien négliger pour y parvenir et je vous le recommande expressément.»

Le 25 janvier 1796, Desportes était de nouveau accrédité à Genève comme résident. Peu après la nouvelle des succès de Bonaparte en Italie parvenait dans notre ville et terrifiait ceux qui espéraient voir la Savoie rendue à ses anciens maîtres. Le 1er mai 1796, Desportes mande à Delacroix (p. 79): «Enclavés de toutes parts dans le territoire français, les Genevois supposent que notre premier soin sera d'attenter à leur indépendance... Leurs inquiétudes sont d'autant plus incurables qu'aussi orgueilleux que petits, ils croyent que l'addition de leurs quatre lieues de territoire serait d'une grande importance pour le nôtre.» On lit en marge de cette dépêche la note suivante, due probablement à Delacroix: «Répondre que ce sera à Genève à supplier pour sa réunion et non à la France à se la procurer par quelque voie que ce soit.»

Nous ne voulons pas suivre par le menu la conduite de Desportes. Constatons seulement qu'il se mêle de plus en plus des funestes querelles des Genevois, querelles qui les rendent en partie responsables de la chute de leur patrie. L'échauffourée sanglante des 19 et 20 juillet 1796 (on a soupçonné Desportes, à tort d'après M. Barbey, de n'y pas avoir été étranger) lui permet de se poser en médiateur et de réclamer de Paris une série de mesures violentes ainsi que l'envoi de troupes à la frontière. Le Directoire juge sa conduite imprudente, et le 5 août il lui fait adresser une sévère remontrance (p. 114): «Vous n'avez pas le droit d'entrer dans le conseil des Genevois et d'y délibérer avec eux sur leurs propres affaires, quelque urgentes qu'elles soient.»

Survint une fâcheuse affaire de contrebande au pont de Carouge, dans laquelle le sang coula, le 4 avril 1797. «Félix Desportes était en butte, à ce moment, à un de ces accès de mauvaise humeur qui l'assaillaient de temps à autre» (p. 144). Aussi, le 16 avril, il autorisait un de ses secrétaires à composer un mémoire prônant, entre autres choses, la réunion de Genève à la France! Cependant, comme Desportes avait pu se convaincre que la conduite

des autorités genevoises dans l'affaire du pont de Carouge avait été parfaitement correcte, il ne se servit pas contre elles de ce fâcheux incident et il chercha d'abord à la défendre. Mais, lorsqu'il fut blâmé par ses chefs de n'avoir pas agi avec assez de vigueur, il craignit pour sa place, et il renonça à soutenir que les Genevois ne méritaient aucun blâme. Il fit bien plus, à en croire M. Barbey. «Cette date, dit il (p. 152) est capitale dans l'histoire de la chute de Genève. C'est à partir du mois de juillet 1797 que le résident entra délibérément dans une voie nouvelle à l'égard de la République et qu'il n'eut plus désormais en vue qu'un but, consolider sa situation et mériter la reconnaissance du Directoire en amenant avec prudence et avec art les Genevois à se donner à la France.»

*Une voie nouvelle!* était-elle vraiment si nouvelle que cela? Ne suffirait-il pas de dire que Desportes était confirmé dans une résolution qu'il avait formée de longue date, et qu'il allait redoubler d'efforts pour faire triompher un projet qui jusque là n'avait pas trouvé l'appui de ses chefs? Ce ne sont pas les vues du résident qui ont changé, ce sont les circonstances générales en Europe et les plans du gouvernement français qui se modifient.

Depuis que le coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797) fait sortir du Directoire deux amis de Genève, Barthélemy et Carnot, depuis que l'invasion des Français en Suisse est décidée, en janvier 1798, les jours de l'indépendance genevoise sont comptés. Le gouvernement français ne veut pas, cependant, employer la violence, et Desportes en est réduit à le tromper sur les sentiments des Genevois à l'égard de l'annexion projetée, et à tromper ces mêmes Genevois sur les ordres qu'il reçoit de son gouvernement. Le récit de M. Barbey est d'un intérêt poignant et il nous paraît sur plusieurs points définitif. Pas sur tous, cependant. On regrette qu'il n'aît pas soumis à une étude plus approfondie le fameux incident de l'offense au drapeau français qui servit de prétexte à l'annexion. Dans la nuit du 28 mars 1798, le drapeau placé sur la porte de la résidence fut maculé par des inconnus à l'aide d'un liquide noirâtre «composé d'encre et de noir de fumée». Le soupçon naquit immédiatement que l'attentat n'avait pu être commis que depuis les fenêtres du résident. M. Barbey absout trop facilement Desportes pour que la question puisse être regardée comme résolue. «A considérer les faits avec attention, dit-il (p. 221), il est difficile d'accuser Desportes d'une pareille machination. Il était véritablement trop perspicace pour recourir à un artifice si grossier, et lui-même dans un rapport adressé au Directoire, où il n'avait rien à cacher de son dessein, se défendit d'en être l'auteur.» C'est tout, et ce n'est pas assez. On peut répondre que Desportes estimait sans doute qu'aucun artifice n'était trop grossier s'il lui permettait d'atteindre son but, et loin de n'avoir rien à cacher au Directoire, il lui dissimulait soigneusement, dans chacune de ses dépêches, et ses manigances et les sentiments réels des Genevois.

Le 15 avril 1798 vit le triomphe d'une politique détestable qui avait toujours été celle de Desportes, mais qui n'avait pas toujours été celle de

son gouvernement. Il nous semble qu'il n'est pas juste de vouloir diminuer une responsabilité que cet intrigant dépourvu de scrupules eût sans doute revendiquée avec fierté.

Tel qu'il apparaît dans le livre de M. Barbey, Desportes est un personnage singulièrement vivant. Fort intelligent, il n'est point un méchant homme; il est naturellement bienveillant, mais il est léger, égoïste, avide de jouissances; surtout il a la passion et le génie de l'intrigue. Sans qu'il veuille le réhabiliter, son biographe éprouve pour lui, on le sent, une vraie sympathie. Il est fort possible que les patriotes genevois aient été injustes en exécrant Desportes, car, en les annexant, il voulait leur bonheur! Et cependant les sentiments de colère et de désespoir d'un Butin et de ceux qui pensaient comme lui sont bien naturels, leurs efforts pour obtenir des concessions que M. Barbey attribue à la magnanimité de Desportes sont dignes d'éloges, et on lira avec intérêt la note (imprimée à la suite de ce compte-rendu) que M. Marc Peter, l'éditeur de la correspondance de Butin, a bien voulu rédiger sur ce sujet.

Des accusations très graves furent portées en 1813 contre Desportes, alors préfet du Haut-Rhin, et il fut destitué le 12 mars. En 1815, Carnot le prévint que «des notes infâmes existaient sur son compte au ministère». M. Barbey attribue ces accusations à des ennemis personnels du préfet, gens d'une moralité fort douteuse. et il mentionne «une lettre très digne de Desportes qui le justifie, semble-t-il, mieux que toute démonstration, des imputations lancées par le maire de Colmar». Nous n'avons pu trouver dans l'Appendice cette lettre à laquelle renvoie M. Barbey (p. 276, note 1.) Elle devrait porter le n° 44, qui manque dans l'Appendice. — Signalons une autre inadvertance de l'auteur. La gravure qui figure après la p. 162 sous ce titre: «Entrée de Bonaparte à Genève en 1797» ne peut se rapporter qu'à l'entrée de Bonaparte lors de sa seconde visite, en 1800, puisque la légende gravée dans la partie supérieure le qualifie de Premier Consul.

Si nous avons présenté certaines critiques à M. Barbey, nous tenons à le remercier, en terminant, d'avoir publié, sur une époque si longtemps négligée, ce beau volume, bien écrit et solidement documenté. Remercions le aussi de la promesse de raconter un jour l'histoire des préfets de l'Empire dans le département du Léman.

**Charles Seitz.**

---

NOTE DE M. MARC PETER.

M. Barbey prétend que le syndic Butin et ses collègues se montrèrent injustes pour le résident, exagérant même la portée des incidents qui surgirent lors de la rédaction du Traité de Réunion (p. 242); il estime qu'ils étaient mal fondés à se plaindre et avec Gasc il a l'air de trouver que leurs «jérémiades» (p. 244) «témoignaient trop de cette animosité que le Conseil avait depuis longtemps contre le résident.» Car, dit-il, si la convention respectait la plupart des intérêts de Genève et sauvegardait toutes (!) ses institutions, c'est que loin de traiter la République en pays conquis, Desportes

— ses dépêches le prouvent — s'efforça de sauvegarder son industrie et plaida avec chaleur auprès du Directeur la cause de la Cité.» (p. 243.)

Il résulte de ce qui précéde que M. Barbey approuve ceux qui prenaient très aisément leur parti de la perte de l'indépendance genevoise. Et vraiment il n'est pas éloigné de penser que les Genevois auraient dû montrer un peu plus de reconnaissance à Desportes de sa mansuétude au lieu d'exagérer la portée de ses accès de colère! «Vous leurs fîtes Seigneur en les croquant beaucoup d'honneur!» semble-t-il dire à Desportes, des Genevois de 1798. Et pourtant, les lettres des 20, 21, 23 et 27 avril de Butin, sorte de journal écrit pour renseigner Micheli, et plus sincère que les dépêches de Desportes, ne prouvent-elles pas les efforts des magistrats genevois pour arracher article par article à Desportes des conditions plus favorables? Et si Genève conserva quelques-unes de ses institutions, si beaucoup de ses intérêts furent sauvegardés, ne le doit-elle pas aux «perpétuelles réclamations» de ceux qui s'indignaient de la perte de leur indépendance, plutôt qu'à la veulerie d'un Gasc qui acceptait son sort avec résignation, et qui d'ailleurs dès le 20 mars 1798 (selon Desportes p. 350) s'était montré favorable à l'annexion avec Janot, Bourdillon, Pictet, Lasserre et Roux-Dassier, les réunisseurs, comme les appelait Butin? Quant à Micheli, il ne partageait pas, quoiqu'en dise M. Barbey, l'avis de Gasc sur les bienfaits de la Réunion et la grandeur d'âme du résident. Il reprochait au contraire aux Genevois de ne pas avoir été assez fermes envers Desportes. Et si la démarche de la Compagnie des pasteurs que M. Barbey trouve naturelle et sage (p. 251) paraissait à Butin «la plus irrégulière et la plus inconsidérée» c'est que dans son mémoire du 17 avril 1798 à Desportes, la Vénérable Compagnie avait dit «*Considérant enfin que le peuple genevois, en manifestant son vœu de réunion à la République française....*» ce qui était évidemment contraire à la vérité puisque le peuple genevois avait déclaré qu'il désirait rester indépendant, et maladroit ensuite aux yeux de ceux qui, comme Butin, conservaient encore quelque espoir de voir le résident désavoué par ses chefs.

Ainsi dans son désir de réhabiliter quelque peu Desportes bien qu'il s'en défende, M. Barbey n'a pas apprécié assez objectivement le rôle du résident et des magistrats genevois c ités par lui dans son ouvrage. Celui ci n'en reste pas moins une très belle contribution à l'histoire de la Republique de Genève.

---

**Heinrich Almann,** Geschichte der Befreiungskriege. 2 Bände. Verlag von R. Oldenbourg. 1914 und 1915. Preis geb, 18.50 M. 8°. 477 und 558 Seiten.

Der Verfasser betont, im Gegensatz zu den zahlreichen militärgeschichtlichen Werken, die politischen Vorgänge und diplomatischen Unterhandlungen. Er anerkennt den erzieherischen Wert der strategischen Analyse, vermisst aber die «Vertiefung des Tatbestandes durch psychologische und politische Beleuchtung der Motive der Handelnden sowie der Willensregungen

der Massen.» Der Militärschriftsteller ist ihm zu wenig Historiker; ihm fehlen die Kenntnisse des «Fachmannes». Ihm, dem Verfasser, stehen sie allerdings reichlich zur Verfügung; nur das eingehende Studium der Einzelfragen, die langjährige Beschäftigung mit dem ausgedehnten Material und die tiefe Durchdringung des Stoffes bringen schliesslich eine so inhaltreiche, sichere und geschlossene Darstellung zur Reife, wie sie namentlich in den Kapiteln von der Fremdherrschaft, in der Schilderung des preussischen Risorgimento dem Leser eindrücklich wird. Um so empfindlicher wird dem schweizerischen Historiker die lückenhafte und unzuverlässige Behandlung der eidgenössischen Angelegenheiten erscheinen. Auch die Beurteilung der französischen Verhältnisse beweist, dass der Verfasser das Hauptinteresse seinem deutschen Volke vorbehalten hat.

Aber gerade das muss hervorgehoben werden, dass Almann sich vor patriotischer Überschätzung hütet, und dass er jene gefährlichen Karrengeleise meidet, die in den letzten Jahren von den nationalen Darstellern der Befreiungskriege gern befahren worden sind. Den Versuchen gegenüber, das Verdienst für die Erhebung Ostpreussens alsgemach von York auf den König Friedrich Wilhelm hinüberzuspielen, kann ich mir keine gründlichere Widerlegung, keine durch ihre Sachlichkeit eindrücklichere Ablehnung denken als die wissenschaftlich einwandfreie und entschlossene Darstellung Almanns. Mit psychologischer Schärfe werden auch die leitenden Staatsmänner und die «führenden Geister in Preussen» gekennzeichnet. Man gewinnt die Überzeugung, dass auch hier der Verfasser nicht fremdes Urteil übernimmt, sondern jedesmal nachprüft, sich in die Bewegung der Zeit, in die Konflikte, in die Schwierigkeiten hineindenkt und alle Möglichkeiten in Erwägung zieht. Seine Kritik ist in der Hauptsache fruchtbare Kritik. Aus zuverlässigen Einzelheiten weiss er ein lebendiges Zustandsbild zu schaffen; die Psychologie der Masse, das Auseinanderhalten der verschiedenen Willenskräfte und Auffassungen führen zu Resultaten, die weit über die übliche Schilderung vom «Geist der Nation» hinausragen. Um so bedauerlicher ist, dass sich oft der präzise Ausdruck nicht einstellen will und dass der Stil manchmal recht schwerfällig ist (vgl. II 370. 371).

Unbefriedigend ist die Darstellung der nach der Schweiz gerichteten Operationen der Verbündeten. Der Verfasser stützt sich zwar auf die vortreffliche Untersuchung Öchslis, aber er hat sich dessen Klarheit nicht zu eigen gemacht. Er spricht von einer «modernisierenden Mediationsakte», verlegt die Neutralitätserklärung der Tagsatzung auf den 13. statt den 18. November 1813; der durch Schwarzenberg befohlene Einmarsch «musste um den 11. Dezember aufgeschoben werden» — es handelt sich um den 13. Dezember, — am 12. Dezember findet die Verlegung des Hauptquartiers von Frankfurt nach Freiburg statt. Die Stellung Alexanders von Russland und seine Absichten und Entschlüsse der Schweiz gegenüber kommen nicht zu klarem Ausdruck, sondern beruhen teilweise auf Irrtum. Die politischen Absichten Metternichs, dem es in erster Linie auf die Reaktion in der Eidgenossenschaft ankommt, erfasst er weder in ihrer Tragweite noch in der

Wirkungskraft. Auch die Behauptung, dass sich die schweizerische Armee «kraft eines geheimen Abkommens» von der Grenze zurückgezogen habe, stimmt mit dem wirklichen Vorgang nicht überein. Aus Radetzkys Operationsentwurf vom 12. Dezember liesse sich allenfalls diese irrtümliche Auffassung erklären. Hierin ist der vom Verfasser wiederholt angefeindete Friederich (Befreiungskriege) wenn auch nicht fehlerlos, so doch bedeutend zuverlässiger.

Bottmingen-Basel. Dr. **Gustav Steiner.**

---

**Hans Schmid,** Oberst Friedrich Frey-Hérosé, schweizerischer Bundesrat. Zürcher Dissertation. Zürich 1915.

Die geschichtliche Erforschung des Aargaus, die so eigentlich mit der Gründung der historischen Gesellschaft des Kantons (1860) anhebt, hat sich anfänglich vorzugsweise mit weiter zurückliegenden Perioden befasst. Es ist, als ob die Jahrhundertfeier (1903) auch die erste Hälfte des 19. Jahrhunderts, die Sturm- und Drangperiode des neugegründeten Kantons, der Forschung freigegeben habe. Sozusagen von diesem Datum an haben wir eine ansehnliche Reihe höchst bemerkenswerter Monographien über Personen und Ereignisse aus jener Zeit zu verzeichnen. Heute legt uns Hans Schmid seine Dissertation über den Aargauer Friedr. Frey-Hérosé, Oberst, Regierungsrat und Bundesrat vor, allerdings nur den zweiten Teil seiner Arbeit, indem er, mit Genehmigung der Fakultät, den Druck des ersten Teils auf gelegenere Zeit verschiebt.

Es ist für den Referenten eine etwas missliche Sache, ein Werk zu besprechen, von dem er nur eine Hälfte kennt. Der zweite Teil ruht doch in vielen Einzelheiten, wie vor allem im Gesamtaufbau, auf dem ersten, und Manches kann ohne diesen nicht recht verstanden werden. Doch suchen wir uns mit der Sachlage abzufinden; wer sich über des Lebensganges erste Hälfte orientieren will, dem steht die bis 1848 reichende Autobiographie Freys zur Verfügung (Taschenbuch der Argovia 1882).

Die Arbeit beginnt mit der Konstituierung des Bundesrates am 21. November 1848; die Wahl selbst gehört noch dem Schlusse des ersten Teils an. Der Inhalt gliedert sich ganz sachgemäss nach den Aufgaben, wie sie Frey-Hérosé nacheinander zu übernehmen hatte: während der zwei ersten Perioden (1848—53) verwaltete er das Handels- und Zolldepartement; 1854 bekleidete er das Bundespräsidium; in den beiden mittlern Amtsperioden (1855—59) stand er dem Militärdepartement vor; 1860 war er wieder Bundespräsident; und für die letzten zwei Triennien (1861—67) war ihm wieder das Handels- und Zolldepartement zugeteilt.

In den Vordergrund stellt der Verfasser die Leistungen Freys als Vorsteher des Handels- und Zolldepartements. Nicht nur füllen sie 11 von den 18 Jahren aus, sondern sie sind auch sein Bestes. Mit weitem Blicke hat der ehemalige Kaufmann, dem Organisation und Verwaltung wohl vertraut waren, die Aufgaben erfasst, welche für das neuerrichtete Staatswesen

auf seinem Gebiete zu lösen waren. Das neue Zollgesetz, durch welches die Zölle an die Schweizergrenze verlegt und eine Menge der verschiedenartigsten kantonalen Gefälle liquidiert werden; eine stattliche Reihe von meist glücklichen Handels- und Zollverträgen, durch welche der Industrie, dem Handel der Schweiz der Weg zu den meisten europäischen und vielen Völkern der übrigen Erdteile eröffnet oder doch wesentlich verbessert wurde, legen dafür Zeugnis ab.

Weniger Erfolg war Bundesrat Frey in der mittleren Periode beschieden, wo er das Erbe Ochsenbeins, das Militärdepartement, anzutreten hatte. Wie der Verfasser den Obersten Frey als Offizier einschätzt, hätte uns wahrscheinlich der erste Teil seiner Arbeit gesagt; hier erfahren wir nur, dass «sein militärisches Fühlen und Denken seit den Vierziger Jahren grosse Wandlungen in absteigender Linie durchgemacht hatte» und dass ein konservativer Zug seine Tatkraft und damit den so notwendigen Fortschritt hemmte. Ganz durchsichtig wird hier die Meinung des Verfassers nicht; nahm doch dann der Chef des Militärdepartements zwei höchst wichtige Reorganisationen vor: die der Zentralschule und der Truppenzusammenzüge. Die wichtigsten Ereignisse dieser Periode waren der Neuenburger Handel und der italienische Krieg (1859). Fornerod und Frey-Hérosé bildeten die bundesrätliche Delegation nach Neuenburg. Die Darstellung dieser Mission ist unnötig breit geraten. Auffallend ist es, wenn im Augenblicke einer drohenden kriegerischen Verwicklung mit dem Auslande der Chef des Militärdepartements sich vom Bundesrate zur Beteiligung am Feldzuge ermächtigen lässt, statt die wichtigen Arbeiten seines Departements selbst zu leiten. Zuzugeben ist freilich, dass sein Amt seit 1875 und 1907 eine ganz andere Bedeutung gewonnen hat als vorher.

Für die beiden Jahre der Präsidentschaft (1854 und 1860) hatte Frey-Hérosé das politische Departement zu übernehmen. Als wichtigste Angelegenheit fiel ihm die Erledigung des vom Vorgänger übernommenen Savoyerhandels zu. «Frey-Hérosé war kein bedeutendes politisches Talent», sagt Schmid von ihm, und weist ihm auch eine diplomatische Entgleisung nach, die dem Ansehen des Bundespräsidenten nicht nützlich war. Mir scheint, der Verfasser hätte den Vorwurf unzureichender Eignung dem verdienten Manne ersparen und dafür jenes unhaltbare System anschuldigen dürfen, nach welchem das zum Präsidenten vorrückende Mitglied des Bundesrates sein Departement nicht beibehalten konnte, sondern das politische zu übernehmen hatte, dem gegenüber unter Umständen seine Fähigkeiten versagten und wobei noch dazu dieses Departement von Jahr zu Jahr in andere Hände überging, gewiss nicht zu seinem Nutzen. Seit kurzem ist die Sache ja nun anders geordnet.

Die Darstellung ist dem Gegenstande angemessen. Wohltuend wirkt, dass der Verfasser uns mit lauten Urteilen verschont; meist verstehen wir auch so, wie er's meint. Freilich gibt es Stellen, wo er mit seiner Meinung hätte herausrücken müssen; wo er fremde Urteile heranzieht, unterlässt er zu sagen, ob er sie für richtig hält oder nicht. Ein Beispiel: der Verfasser

zitiert (p. 31) den «Bund»: «Auffallend ist die magere Mehrheit, welche Herr Frey (als Bundespräsident) auf sich vereinigte . . . die Linke soll ihm Mangel an Entschiedenheit in der österreichischen Angelegenheit vorwerfen.» Weder hier, noch wo diese Angelegenheit erörtert wird, erfährt man die Ansicht des Verfassers über die Berechtigung des Vorwurfs. Ein leiser, nicht begründeter Vorwurf ergibt sich auch, wenn gesagt wird, Welti sei Frey-Hérosé an Intelligenz und Charakter überlegen gewesen (107) oder: die Kommission (unter Frey's Vorsitz) «schien ihre Aufgabe sehr ernst zu nehmen» (p. 82).

Doch solche Ausstellungen sollen das Urteil nicht beeinträchtigen, dass die Arbeit (soweit der Torso es erkennen lässt) dem Dargestellten gerecht wird. Der Referent freut sich, dereinst auch den ersten Teil kennen zu lernen, der ihm dann dies und jenes wohl erst ins rechte Licht rücken wird.

Aarau. Dr. **Ernst Zschokke.**

# Nachrichten.

## Verein schweizerischer Geschichtslehrer.

Der Verein schweizerischer Geschichtslehrer hielt Sonntag, den 28. Mai seine diesjährige Frühlingsversammlung in Brugg ab. Der Vorsitzende, Prof. Dr. Hans Schneider, Prorektor der Kantonalen Handelsschule Zürich, wies in seinem Eröffnungswort auf den gegenwärtigen Stand der Frage des staatsbürgerlichen Unterrichts hin und gab der Hoffnung Ausdruck, dass angesichts dieser neuen, in der Hauptsache dem Geschichtsunterricht zufallenden Aufgabe und infolge der Neuorientierung unserer Bildungsziele nach der humanistischen Seite hin dem Unterricht in Geschichte und in verwandten Fächern an manchen Orten eine erfreulichere Stellung angewiesen werde als bisher.

Auf Grund einleitender Ausführungen von Dr. J. Grunder, Bern, über «Das Lehrbuch im Geschichtsunterricht» und Dr. A. Burri, Bern, über «Quellenlektüre im Geschichtsunterricht» entspann sich eine rege Diskussion. Die Vortragenden und die Versammlung hielten im allgemeinen ein Lehrbuch, vor allem auf der untern Stufe für notwendig. Nie aber kann es den lebendigen Vortrag des Lehrers, dessen Persönlichkeit im Unterricht ausschlaggebend sein soll, ersetzen. Auf keinen Fall sollten daher bindende Vorschriften über die Verwendung des Lehrbuches und über die einzuschlagende Methode aufgestellt werden. Allseitig begrüsst wird die Erschliessung von Quellen für den Geschichtsunterricht. Doch soll der geschichtliche Stoff nicht oder nur ausnahmsweise aus den Quellen erarbeitet werden; ihr Hauptzweck ist, in organischem Zusammenhang mit dem Vortrag des Lehrers die Schilderung sinngefälliger und eindringlicher zu gestalten, zu veranschaulichen und zu beleben.

Am Nachmittag hatten zwei Vorstandsmitglieder der Gesellschaft «Pro Vindonissa», Rektor Dr. Heuberger und Dr. Eckinger, die Freundlichkeit, die Mitglieder des Vereins ins Museum von Brugg, zur Kirche von Königsfelden und auf den Lagerplatz von Vindonissa zu führen. Sie erwarben sich für ihre sachkundigen Erklärungen den Dank aller Teilnehmer. Nicht vergessen sei auch, dass der Senior schweizerischer Geschichtsforscher, Prof. Dr. Johannes Dierauer, St. Gallen, wieder an

der Versammlung teilnahm; der Vorsitzende dankte ihm während des Mittagessens für sein Interesse am Verein und beglückwünschte ihn zum Abschluss des fünften Bandes seiner «Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft», der in hoffentlich nicht allzu ferner Zeit im Druck erscheinen wird. **Gb.**

---

# Totenschau Schweizer. Historiker 1912.

(Nachträge und Berichtigungen).

*17. Februar.* **Modest Tuor** in Chur (st. M. Tur, vgl. Jahrg. 1915, S. 67).

*7. April.* **Paul Usteri** in Zürich. — Geb. 1832 in Bern, wo sein Vater Gymnasialdirektor war, besuchte er die Volksschule und das Gymnasium in Zürich, studierte nach absolvierter Maturität an der dortigen Hochschule bei A. Schweizer und F. Hitzig Theologie und ward am 13. April 1855 ordiniert. Nachdem er noch einige Semester an den Universitäten Heidelberg und Tübingen zugebracht, kam er als Pfarrvikar nach Russikon, gab indessen nach einiger Zeit die geistliche Laufbahn auf und begab sich zu seiner weiteren Ausbildung nach Frankreich: während drei Jahren wirkte er als Lehrer an einem Institut in Paris und hörte daneben Vorlesungen an der Sorbonne und am Collège de France. Im Sommer 1860 vertauschte er Frankreich mit England, wo er in der Nähe von Brighton als Institutslehrer während zweieinhalb Jahren tätig war. In die Heimat zurückgekehrt, wurde er Ostern 1863 als Fachlehrer der franz. Sprache an die obere Abteilung der Knabensekundarschule in Zürich berufen und erteilte seit 1864 auch den Englisch-Unterricht an der Mädchensekundarschule; daneben vikarisierte er zeitweilig am Gymnasium und an der Industrieschule. Am 11. April 1868 zum Hauptlehrer des Franz. an der Industrieschule gewählt, bekleidete er diese Stellung bis zu seinem 1899 erfolgten Rücktritt. In den J. 1878 bis 1880 war er zugleich Hülfslehrer am Gymnasium. Die Universität Zürich ernannte ihn 1910 zum Doctor h. c. Er publizierte u. a.: Briefwechsel J. J. Rousseau's mit Leonh. Usteri in Zürich und Daniel Roguin in Yverdon 1761—1769 (Beil. z. Progr. d. Kant.-Schule Zür. 1886) — Lettres inédites de Mme de Staël à Henri Meister (Par. 1903), [zus. mit E. Ritter]. — Lettres de Henri Meister (1764) in «Semaine littéraire» 1903. — Lettres de Charlotte de Haller à Henri Meister 1765—66 (Bibl. univ. suisse 37.), [zus mit E. Ritter]. — Mad. de Vandeul an Leonh. und Heinr. Meister 1786 und 1818 (Z. T.-B. 1907) — Heinrich Meister und J. J. Bodmer (zwei bisher nicht im Drucke erschienene Briefe) 1764 und 1766 (Z. T.-B. 1909). — Jak. Heinr. Meister und Hugo Foscolo; Ungedr. Briefe 1815—1817 (Arch. f. d. Stud. d. neuer. Sprach. und Litter. 114). — Briefwechsel Salomon Gessners mit Heinr. Meister 1770—1779 (Ebend. 120). — *Nekrologe:* N. Z.-Z. 1912 Nr. 535 ff.; Z. W.-Chr. Nr. 32; Progr.d. Kant-Sch. Zür. 1913. R. H.

*19. April.* **Berthold van Muyden** in Lausanne. Er veröffentlichte ferner: Un héritage chimérique; procès de Suzanne Favre et consorts, à Lucens, contre le châtelain Jean-François Grand à Écublens concernant la prétendue succession d'Abraham Favre 1745—1758 (Rev. hist. vaud. XIX).

*25. April.* **Fridolin Aug. Dinner** in Glarus, Mitgl. der Allg. Gesch.-forsch. Gesellsch. der Schweiz seit 1877, deren Vorstand er 1885 bis 1903 angehörte, des Histor. Ver. des Kant. Glarus, den er seit 1876 präsidierte. — Geb. den 20. Januar 1843 in

Glarus, widmete er sich nach Absolvierung der Volksschule und des Gymnasiums dem Studium der Jurisprudenz, promovierte 1866 an der Universität Leipzig und begab sich zu seiner weiteren Ausbildung nach Paris. In die Heimat zurückgekehrt, betätigte er sich lebhaft am öffentlichen Leben, bekleidete verschiedene Gemeindeämter, wurde in den Landrat gewählt, Mitgl. des Zivil- und später des Appellationsgerichtes, nach der Verf.-Revision solches des Obergerichtes, dessen Vorsitz er 1890—1899 führte. D. gehörte ferner dem Kantonschulrat, der Bibliothekkommission und als Präsident der Landesarmenkommission an. Andauernde Krankheit veranlasste ihn, 1903 von allen seinen Ämtern zurückzutreten. Er verfasste: General Niklaus Frz. v. Bachmann-Ander-Letz und seine Beteiligung am Feldzug von 1815 (Jb. HVGl. X) — Dr. J.-J. Blumer als Historiker (Ebend. XIII) — General N. F. v. Bachmann und das Cordonsystem (Ebend. XIV) — Dr. Joachim Heer sel. als Historiker (Ebend. XVII) — Zur eidg. Grenzbesetzung von 1792 bis 1795 (Jb. Schw. G. XII) — Die Siegel des Kant. Glarus (Jb. HVGl. XXIII) — Rückblick auf die Tätigkeit des Glarner hist. Ver. in den verflossenen 25 Jahren (Ebend. XXV) — Prof. Dr. Sal. Voegelin sel. und seine Verdienste um die Tschudiforschung (Ebend. XXVI) — Prof. Dr. Georg v. Wyss (Ebend. XXX). — *Nekrologe:* N. Glarner Ztg. 1912 Nr. 97; Glarner Nachr. Nr. 98. Vgl. Anz. Schw. G. XI, 351.

R. H.

*29. August.* **Gottfried Walter** in Schaffhausen, Mitgl. des Histor.-Antiquar. Ver. Schaffhausen seit 1901. — Geboren in Löhningen, durchlief er die Realschule in Neukirch und das Gymnasium in Schaffhausen, studierte an den Hochschulen Zürich und Heidelberg Jurisprudenz und liess sich nach Abschluss seiner Studien in Schaffhausen als Advokat nieder. In der Folge zum Staatsanwalt gewählt, bekleidete er dieses Amt während zweier Dezennien, bis zunehmende Schwerhörigkeit ihn zum Rücktritt nötigte. Nach dem Tode Rüeger's ernannte ihn die Regierung 1899 zum Staatsarchivar, in welcher Stellung er bis zu seinem Tode verblieben ist. In früheren Jahren nahm W. am politischen Leben des Kant. regen Anteil: zu Beginn der siebenziger Jahre schloss er sich der demokrat. Bewegung an, wurde 1881 Mitgl. des Grossen Stadtrates und des Grossen Rates, die er beide präsidiert hat, und gehörte einer Reihe wichtiger grossrätl. Kommissionen an. Hervorragende Autorität auf dem Gebiete des Strafrechts (Er ist Verfasser eines Entwurfes eines Strafgesetzb. f. d. Kant. Schaffhaus.) — *Histor. Arbeiten:* Schaffhaus. u. Allerheiligen; e. rechtshistor. Studie (Beitr. z. Vaterl. Gesch. H. 8 [Festschr. des Histor.-Antiquar. Ver. des Kant. Schaffhaus. 1906]). — Klagebeantwortung i. S. des Kant. Zür. geg. den Kant. Schaffhaus. betr. d. Hoheitsrecht a. Rhein von Rüdlingen bis Eglisau [zusammen mit E. Frauenfelder] (Schaffhaus. 1906). — Duplik i. S. des Kant. Zür. geg. den Kant. Schaffhaus. etc. (ebend. 1906). — Schaffhauser Hoheitsrechte am Rhein b. Rüdlingen (Ebend. 1907). — Urkundenregister f. d. Kant. Schaffhaus. 987—1530 2 Bde. (Schaffhaus. 1906/07). — Der NameSchaffhausen (SA. Schaffhaus. 1907). — Die Orts- und Flurnamen des Kant. Schaffhaus. (Schaffhaus. 1912). — *Nekrologe:* Schaffhaus. Intelligenzbl. 1912 Nr. 204; N. Z. Ztg. Nr. 244.

R. H.

*22. November.* **Rudolf Luginbühl** in Basel. Nachzutragen: Die Neuenburgerfrage, ihre Entstehung und Lösung (Schweizer. Jahrbuch 1906. I. Jhrg.).

*30. November.* **Joh. Georg Mayer** in Chur. Eine kurze Biographie mit Verzeichnis aller Publikat. Mayer's findet sich im Anhang zu dessen «Gesch. des Bistums Chur» Bd. II S. 709—175 (von J. J. Simonet).

# Totenschau Schweizer. Historiker 1913.

*6. Januar. P.* **Dominikus Willi** in Limburg a. d. Lahn. — Geb. den 20. April 1844 in Ems (Graubünden), besuchte er die Stiftsschule in Einsiedeln, trat 13. Nov. 1862 in das Cisterzienserkloster Wettingen-Mehrerau ein und wurde am 12. Mai 1867 in Feldkirch zum Priester geweiht. Lehrer und bald Präfekt an der Erziehungsanstalt, ernannte ihn Abt Maurus Kalkum am 14. August 1878 zum Prior. In der nämlichen Eigenschaft am 14. August 1888 nach Marienstatt im Westerwald (Nassau) versetzt, leitete er seit 8. Dezbr. 1889 als Abt den dortigen, wiederhergestellten Konvent. Am 15. Juni 1898 wählte ihn das Limburger Domkapitel zum Diözesanbischof. — *Histor. Arbeiten* die Schweiz betreffend: Die Oberdeutsche und Schweizer. Cisterziensercongregation; e. Beitrag zur Gesch. des Klosters Wettingen-Mehrerau (Bregenz 1879). — Das Cisterzienser-Stift Wettingen-Mehrerau (Würzburg 1881). — Die Wettingerhäuser in Zürich. (Z.-T. 1885). — Des Klosters Wettingen Gütererwerbungen im Gebiete des Kantons Zürich (Ebend. 1887). — Album Wettingense oder Verzeichnis der Mitgl. des exemten und consistorialen Stiftes Wettingen-Mehrerau vom J. 1227—1891 (Limburg a. d. Lahn 1892, 2. A. ebend. 1904.) — Maurus Kalkum, Abt v. Wettingen-Mehrerau (Cisterz.-Chron. V, 97—112). — Baugeschichtliches über das Kloster Wettingen (Ebend. VI, 33 ff.; 75 ff.) — Ein Frauenkloster in Wettingen (Ebend. IX, 190/191). — Zur Gesch. des Klosters Wettingen-Mehrerau (Ebend. XIV, 1 ff., 34 ff. etc.) — Der letzte Wettinger [Br. Konstantin Lüthi † 16. I. 1903] (Ebend. XV, 73—78). — Neuer Beitrag z. Gesch. des Generalkapitels vom J. 1771: Blätter aus dem Diarium des Abtes Sebastian Steinegger von Wettingen (Ebend. XVII, 65—71; 114—118). — Lobrede auf den letzten Abt von Cîteaux [gehalt. 18. V. 1797 von Abt Sebastian Steinegger v. Wettingen] (Ebend. XVII, 372—374). — *Nekrologe:* N. Z. N. 1913, Nr. 6, 1. Bl.; Vaterland Nr. 6; Basler Volksblatt Nr. 6, 1. Bl.; Popolo e Libertà Nr. 7; Vgl. Anz. Schw. G. XI, 376; Cisterz.-Chron. X, 213—218 [mit Bild]. R. H.

*11. Januar.* **Ernst Kissling** in Solothurn. — Geb. den 16. August 1880 in Hägendorf, besuchte er die Schulen von Olten und trat 1896 in den soloth. Staatsdienst ein: 1902 Sekretär der Staatskanzlei, resignierte er 1904, um in Arosa ein Geschäft zu übernehmen; 1909—1913 neuerdings Kanzleisekretär in Solothurn. *Histor. Arbeiten:* Das Bevölkerungswesen der Stadt Solothurn seit 1692 (N. Soloth. Wochenbl. I. Jahrg., 108 ff.) — Zwei soloth. histor. Gedichte (Ebend. I, 195 ff.) — Zur Biographie von Apotheker Anton Pfluger (Ebend. I, 212 ff.) — Ein Gelübde des Chronisten Franz Haffner 1664 (Ebend. I, 340). Ein soloth. Hagelableitungsversuch von 1825 (Ebend. I, 371 ff.). Für den kant. soloth. Jägerverein stellte er 1910 die gesetzgeberischen Aktenstücke in einer Broschüre: «Die Jagd im Kant. Solothurn seit 1882» zusammen. — *Nekrologe:* Soloth. Ztg. 1913 Nr. 14 [A. Lechner]; Soloth. Tagbl. Nr. 15, 1. Bl. [A .Lechner]. A. L.

*11. April.* **Franz Wilhelm Rust** in Chur, Mitgl. der Histor.-Antiquar. Gesellsch. von Graubünden seit 1895. — Geb. den 25. August 1849 in Solothurn, wurde er im dortigen Waisenhaus erzogen, besuchte die drei untern Klassen des Gymnasiums und wandte sich dem Schriftsetzerberuf zu. Nach dreijähriger Abwesenheit 1873 in die Vaterstadt zurückgekehrt, trat er in den Dienst der Zepfel'schen Druckerei, 1878 aber als Sekretär der Staatskanzlei in den Staatsdienst, wo er sich unter Leitung von Staatsschreiber J. J. Amiet reiche archival. Kenntnisse erwarb. Im J. 1883 zum Schreiber der Einwohnergemeinde Solothurn (Stadtschreiber) gewählt, vertauschte er 1887 diese Stelle mit der des technischen Leiters der Buchdruckerei Burkard und Frölicher; gleichzeitig redigierte er das «N. Solothurner-Blatt». Von 1891 bis 1894 leitete er

sodann die Buch- u. Kunstdruckerei «Union», siedelte aber im Herbst 1895 nach Chur über, wo er die Redaktion des «Bündner Tagblatt» übernahm. In Solothurn sass R. 1887 bis 1892 im Kantonsrat und leistete dem dort. Histor. Ver. als Aktuar (1880/81 und 1882/84) und Kassier (1888—94) wertvolle Dienste. Im Militär bekleidete er den Rang eines Inf.-Hauptmanns. — Ein Verzeichnis von Rust's *Histor. Publikationen* enthält das «Solothurner Monatsblatt» 1914, Nr. 3. — *Nekrologe:* Bündner Tagbl. 1913, Nr. 85/86; Basler Nachr. Nr. 108; Soloth. Anzeiger Nr. 86/89; Soloth. Ztg. Nr. 86/87; Oltener Nachr. Nr. 87; Vaterland Nr. 96 etc. Vgl. noch: Schweiz. Herald. Arch. 1913, Heft 4 [G. v. Vivis]. A. L. u. R. H.

1. November. **Alexandre Claparède** in Genf, Mitgl. der Soc. d'hist. et d'archéolog. de Genève seit 1890, die er mehrmals präsidierte. — Geb. den 14. April 1858 in Genf, wandte er sich dem Studium der Chemie zu und erwarb sich den Grad eines Docteur en sciences. Im politischen Leben des Kantons spielte er zeitweilig eine Rolle: während einer Reihe von Jahren war er Sekretär des Genfer Consistoriums; von 1902 bis 1904 sass er im Grossen Rat. In seiner Mussezeit beschäftigte er sich mit historischen Studien. Er veröffentlichte: L'Eglise réformée hongroise, coup d'œil sur son passé et son état actuel (Genève 1909). — Les voix magyars au Jubilé de Genève (Genève 1910). — Deux visiteurs hongrois de Théodore de Bèze (Rapport de la soc. du Musée hist. de la Réformat. 1911). Vgl. Bullet. de la soc. d'hist. et de archéolog. de Genève t. IV livr. 1. R. H.

*15. November.* **Bartholomäus Fricker** in Baden, Mitgl. der Allg. Gesch.-forsch. Gesellsch. der Schweiz seit 1877. — Geb. am 24. August 1844 in Wittnau (Fricktal), durchlief er die heimatliche Gemeindeschule, besuchte 1858 bis 1861 die Bezirksschule in Zurzach, 1861 bis 1865 das Gymnasium in Aarau und wandte sich nach wohlbestandener Maturität an den Hochschulen Basel, Leipzig und München dem Studium der Philologie und Geschichte zu. Im April 1869 als Lehrer für Deutsch, Geschichte und alte Sprachen an die Bezirksschule nach Baden berufen, ist er diesem ersten Wirkungskreis bis an sein Lebensende treu geblieben. In Baden begründete F. 1871 die Gesellsch. für öffentl. Vorträge, 1876 die Antiquar. Sammlung, gehörte 1881—1890 und wieder 1892—1899 der Kurverwaltung an, war Mitgl. und Präsident der städt. Bibliothekkommission, eine Zeit lang auch Bibliothekar und verfasste 1892 den neuen Katalog (mit Nachtrag 1902). Seit 1879 war er aarg. Korrespondent der N. Z.-Ztg. Verdienter Erforscher der Vergangenheit der Stadt Baden, die ihm 1913 das Ehrenbürgerrecht verlieh. Vgl. Zur Erinnerung an Hr. Barth. Fricker 1844—1913 [mit Bild] (Sauerländer & Cie., Aarau), wo sich auch Frickers *Publikationen* und die über ihn erschienenen *Nekrologe* zusammengestellt finden. R. H.

---

Druck und Expedition *K. J. Wyss* in Bern.

Am 12. September erlag der Leiter des Verlages K. J. Wyss,

## Herr **Dr. G. Wyss,**

einem Leiden, das schon längere Zeit an seinen Kräften gezehrt hatte. Der Verstorbene, der von jeher für vaterländische Geschichtsschreibung grosses Interesse zeigte und eine ganze Reihe von Werken zur Schweizergeschichte in seinem Verlage erscheinen liess, hat auch dem Anzeiger für Schweizergeschichte stets ein reges persönliches Interesse entgegengebracht. Wir werden ihm ein dankbares Andenken bewahren.

**Die Redaktion.**